

Zeitschrift:	Itinera : Beiheft zur Schweizerischen Zeitschrift für Geschichte = supplément de la Revue suisse d'histoire = supplemento della Rivista storica svizzera
Herausgeber:	Schweizerische Gesellschaft für Geschichte
Band:	36 (2014)
Rubrik:	Quellen, Methoden und Folgen = Sources, méthodes et conséquences

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 08.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Quellen, Methoden und Folgen Sources, méthodes et conséquences

Il y a dix ans, lorsque j'ai été nommé au sein de l'École d'enseignement pédagogique à l'université de l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) à l'automne 1995, le sujet des placements d'enfants, Mon collègue, Pierre Avyazzone, était en contact depuis plusieurs années avec Lorraine Buchard-Maltoni, auteure de *La voie de l'enfant en voyage*. En avril 1996, nous avons entamé quelques interviews complémentaires comme un pré-

Les dossiers individuels des enfants placés: une approche historique complémentaire aux témoignages

Geneviève Heller

C'est par les témoignages que j'ai abordé, au sein de l'Ecole d'études sociales et pédagogiques à Lausanne (EESP – HES), le sujet des placements d'enfants. Mon collègue, Pierre Avvanzino, était en contact depuis plusieurs années avec Louisette Buchard-Molteni, auteure de *Le tour de Suisse en cage*.¹ En avril 2003, nous avons entamé quelques interviews considérées comme urgentes.

Grève de la faim de Louisette Buchard-Molteni (octobre 2003)

La principale revendication de L. Buchard-Molteni était la demande d'une enquête historique au niveau national. Cette demande a été relayée par les motions parlementaires de J. Ch. Simon en 1999 et de R. Baumann en 2003, qui n'ont pas abouti. C'est pour manifester contre ces décisions négatives que L. Buchard-Molteni a entamé, en octobre 2003, une grève de la faim devant le siège du Département de la formation et de la jeunesse du canton de Vaud. Cette pression a amené Charles Kleiber, Secrétaire d'Etat à l'Office fédéral de l'éducation et de la science (OFES),² à accorder un financement pour une étude historique exploratoire sur les placements d'enfants au XX^e siècle, soutenue par le Conseil d'Etat du canton de Vaud et l'EESP (pour la suite des interviews). Ce mandat m'a été attribué avec la mission d'évaluer, de janvier à septembre 2004, les lacunes sur le sujet, l'état des archives et les conditions d'accès à celles-ci. L'étude a porté sur six cantons en collaboration avec des historiens déjà impliqués dans des recherches proches de cette thématique et susceptibles de faire les investigations pour répondre à ces questions.³

1 Louisette Buchard-Molteni, *Le tour de Suisse en cage. L'enfance volée de Louisette*, Yens 1995.

2 Depuis 2005, Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche, SER. Charles Kleiber avait été le chef du Service de la santé publique (VD) et Louisette Buchard-Molteni l'avait rencontré à plusieurs reprises.

3 Marco Leuenberger (Berne); Anne Hehli (Fribourg); Martine Ruchat, Joëlle Droux (Genève); Francesca Corti (Tessin); Sandra Andres, Pierre Avvanzino, Cécile Lacharme (Vaud), Thomas Huonker (Zurich, brèves indications concernant les Grisons).

Rapport à l'OFES et témoignages

Le rapport à l'OFES⁴ contient une partie synthétique ainsi que les contributions concernant les cantons. Celles-ci ne sont pas homogènes, l'accent sur telle ou telle question du mandat étant différent selon l'intérêt des auteurs qui se sont appuyés en partie sur des travaux réalisés par eux. Les bibliographies recensent un nombre considérable d'études historiques (notamment sur des institutions), de témoignages publiés, d'écrits critiques. Les contributions abordent l'évolution des législations de protection de l'enfance et proposent un inventaire des services de placement et des foyers pour enfants, ainsi que des fonds d'archives; celles qui concernent les cantons de Fribourg et du Tessin sont particulièrement riches.

La question du placement d'enfants relève en priorité des politiques sociales des cantons, ainsi que des initiatives privées religieuses ou laïques. Il y a une différence importante d'un canton à l'autre. L'état de conservation des archives et leur contenu, ainsi que les lacunes de celles-ci sont très variables. L'existence et l'accessibilité des archives dépendent de plusieurs facteurs, notamment des lois sur l'information, sur la protection des données et sur les archives. On reviendra sur l'un ou l'autre de ces sujets à propos des dossiers individuels.

Le rapport remis en octobre 2004 remarquait que, «sur la base des cantons examinés dans cette étude, on peut considérer le patrimoine archivistique comme suffisant pour engager des recherches». La problématique des placements d'enfants «perçue initialement de manière isolée dans certaines régions de Suisse, constitue historiquement un élément de l'évolution des politiques sociales de notre pays et doit par conséquent être abordée comme une thématique nationale». Il était en outre demandé que les informations réunies dans le rapport soient «communiquées aux personnes intéressées à mener des projets de recherche historique sur ces thèmes».⁵

Les autorités fédérales ont fait connaître le 18 mai 2005 leur décision de ne pas proposer de Programme national de recherche (PNR), mais d'encourager des projets de recherche individuels.⁶ Un projet conséquent, portant sur 270 témoignages en Suisse alémanique, a été soutenu par le Fonds national de la recherche scientifique dès le mois de décembre 2004 et a fait l'objet d'une publication traduite en français.⁷

4 Geneviève Heller (dir.), *Le traitement des orphelins et les placements d'enfants au 20^e siècle*, Rapport à l'Office fédéral de l'éducation et de la science, Lausanne 2004, inédit (pag. mult.). Un exemplaire se trouve à l'EESP (<http://www.eesp.ch/centre-de-documentation/catalogue-en-ligne/>).

5 *Idem*, pp. 4/43 et 6–7/43.

6 Réponse du Conseil fédéral à la question 05.1010 déposée le 15 mars 2005 par Filippo Leutenegger «Enfants placés dans des familles d'accueil. Protection des données» (http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20051010).

7 Marco Leuenberger, Loretta Seglias (Hg.), *Versorgt und vergessen. Ehemalige Verdingkinder erzählen*, Zürich 2008; *Enfants placés, enfances perdues*, Lausanne 2009 (trad. François Schmitt).

Dans le rapport à l'OFES, une partie de la contribution concernant le canton de Vaud présente une recherche beaucoup plus modeste portant sur quatorze interviews réalisées dans le cadre de l'EESP.⁸ La publication *Enfance sacrifiée*,⁹ tirée de cette recherche, expose brièvement les trajectoires de dix personnes; puis elle présente, dans un chapitre consacré aux souffrances exprimées, la convergence des témoignages d'enfants placés entre 1930 et 1970 relatifs aux autorités, aux privations matérielles et culturelles, aux violences infligées, aux conséquences sur la vie d'adulte.

La problématique des témoignages

La grève de Louisette Buchard-Molteni en octobre 2003, très médiatisée, a été suivie de différentes émissions à la radio («Les enfants sans larmes», *Embargo*, 14 janvier 2004) et à la télévision («Enfances brisées», *Temps présent*, 6 janvier 2005; «Les orphelinats de la honte: à quand les excuses?», *Infrarouge*, 2 février 2005). Elles ont porté, comme l'ouvrage *Enfance sacrifiée*, sur les témoignages de personnes qui s'étaient manifestées dans le sillage de Louisette pour dire leur souffrance et leur révolte. Les revendications étaient différentes selon les individus: volonté de témoigner pour que l'on sache ce qu'ils avaient vécu, demande d'une reconnaissance de leur souffrance, d'études historiques, de recherche de leur dossier, d'excuses officielles et, pour certains, de dédommagement.

Ces témoignages bouleversants et ces émissions dénonçant des situations scandaleuses ont mis en évidence un passé sombre.¹⁰ L'exposition itinérante *Enfances volées – Verdingkinder reden*, qui voyage à travers la Suisse depuis 2009,¹¹ a beaucoup contribué à révéler cette thématique au grand public, voire, comme c'est le cas à Fribourg, à susciter des excuses officielles du Conseil d'Etat le 9 juillet 2012.¹² Le film de Markus Imboden, *Der Verdingbub*, sorti en Suisse alémanique en octobre 2011 puis en Suisse romande en avril 2012 sous le titre *L'Enfance volée*, a lui aussi traité le thème illustrant la convergence des témoignages négatifs.

8 Cécile Lacharme, Canton de Vaud (années 40 sq.), III, in: Heller 2004, *op. cit.*, pp. 16–80/81.

9 Geneviève Heller, Pierre Avanzino, Cécile Lacharme, *Enfance sacrifiée. Témoignages d'enfants placés entre 1930 et 1970*, Lausanne 2005 (disponible sur www.eesp.ch/editions-eesp).

10 En Suisse alémanique, les médias ont traité le thème «Verdingkinder» (*DOK – Spuren der Zeit*, SF DRS 1, 29 décembre 2003; une série d'émissions de télévision concernant des témoignages ont été diffusées entre janvier et mars 2004, *Schweiz aktuell*, SF DRS 1, à noter celle sur Louisette Buchard-Molteni, 17 février 2004). Voir Leuenberger, Seglias 2009, *op. cit.*, pp. 281–282.

11 Berne, Lausanne, Bâle, Baden, Coire, Frauenfeld, Fribourg, St-Gall, Genève (www.enfances-volees.ch).

12 En outre, le 27 septembre 2012, le diocèse de Bâle a présenté des excuses à la suite de la publication de deux rapports sur les foyers catholiques dans le canton de Lucerne (*Le Temps*, 8 octobre 2012). Le 11 avril 2013, la conseillère fédérale S. Sommaruga a demandé pardon aux victimes au nom de la Confédération; elle a nommé un Délégué aux victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance et institué une Table ronde.

Cependant, il faut relever – et la plupart des auteurs de ces recherches basées sur les témoignages le précise – qu'il s'agit d'une partie de la réalité complexe des placements d'enfants. Un communiqué de presse de l'exposition *Enfances volées* avertit que «l'image qu'elle donne du placement familial et institutionnel en Suisse au XX^e siècle est forcément partielle. Les autorités, les institutions éducatives, les familles d'accueil qui font parfois l'objet de critiques sévères n'y ont pas la parole».¹³ Dans le rapport de l'OFES, nous avions exprimé les mêmes réserves: «Il est important de ne pas biaiser la thématique des enfants placés en ne considérant que les aspects problématiques pour eux. Il convient de mettre en évidence les difficultés rencontrées par tous les acteurs et les efforts déployés devant des situations de dépendance, de misère et d'abandon.»¹⁴

Cependant, l'impression dominante concernant les placements d'enfants durant le XX^e siècle, notamment tels qu'ils apparaissent dans les témoignages des émissions télévisées, est très négative. Après la diffusion de l'émission *Infrarouge* du 2 février 2005 au titre révélateur («Les orphelinats de la honte: à quand les excuses?»), Henry Saugy (collaborateur depuis 1940 jusqu'en 1978 du Bureau de l'Enfance, puis Service de l'enfance, enfin Service de protection de la jeunesse), «très ému, voire blessé» s'est adressé à la cheffe du Département de la formation et de la jeunesse «pour lui faire part de son sentiment et de son profond regret que ces émissions n'aient pas mieux inscrit ces événements dans leur contexte historique et social».¹⁵ Il a accompagné sa lettre d'une note sur «50 ans de protection de l'enfance» dans laquelle il évoque la situation en 1940 et la lente évolution qui a suivi, les progrès au niveau des organismes, du nombre et de la formation du personnel, de l'opinion publique, des moyens financiers. Il termine par cette question: «Mais à qui pourrait-on reprocher que tout cela n'ait pas été créé plus tôt?»

L'expérience de la recherche menée dans le canton de Vaud sur la base des témoignages de victimes nous a ainsi confrontés à la difficulté de rendre compte des placements d'enfants durant le XX^e siècle. Les personnes interviewées avaient été placées dans des conditions archaïques et dans des institutions traditionnelles réfractaires aux réformes. Aucun témoignage n'a porté sur des institutions d'inspiration nouvelle créées ou réformées dans les années 1950–1960, ni sur des familles d'accueil plus soucieuses du bien de l'enfant. Un appel dans le public permettrait peut-être de découvrir des témoignages moins dramatiques, mais un placement ordinaire ne se raconte guère et les médias n'en seraient pas friands. L'étude du contexte (législations, structures administratives, moyens à disposition, acteurs so-

13 Communiqué de presse du 17 avril 2012 (site consulté le 15 octobre 2012, www.verdingkinderreden.ch/download.php?id=413_fc3d1da3).

14 Heller 2004, *op. cit.*, p. 7/43.

15 Lettre du 6 avril 2005 de Philippe Lavanchy, chef du SPJ (Vaud), adressée à Geneviève Heller.

ciaux) qui évolue fortement entre 1930 et 1970, avec des spécificités cantonales, religieuses, culturelles, s'est avérée indispensable pour «mieux comprendre ce qui était considéré comme normal et en fonction de quels critères, ce qui aurait dû être fait ou à l'inverse n'être pas fait (en d'autres mots l'écart entre les principes et la pratique), enfin ce qui était déjà dénoncé par certains comme inacceptable».¹⁶

Dans l'ouvrage *Enfance sacrifiée*, il n'avait pas été possible de mettre en contexte les conditions de placement racontées. En revanche, dans l'ouvrage *Enfants placés, enfances perdues*¹⁷ qui concerne en priorité la Suisse alémanique, chaque série de cinq portraits rédigés sur la base des témoignages est précédée d'un texte de mise en situation sur les thèmes abordés.

Recueillir des témoignages s'est avéré être une démarche délicate d'autant que les trajectoires évoquées étaient complexes et douloureuses. Les limites liées aux conditions d'interview, à la brièveté de l'entretien, à l'émotion (pour le témoin et pour son interlocuteur), à la difficulté d'exprimer l'indicible, à la transcription des interviews et la sélection des éléments qui paraissent significatifs, enfin à la gestion des relations humaines et des revendications ont été évoquées dans l'introduction d'*Enfance sacrifiée*.¹⁸ Il n'en reste pas moins que «les témoignages sont une partie précieuse de l'histoire des enfants placés qu'aucune archive ne peut remplacer».¹⁹

Les dossiers personnels: un objet d'étude

Une autre source s'est peu à peu imposée, malgré ses limites propres, il s'agit des dossiers personnels constitués par les services publics (justices de paix, protection de l'enfance, justice des mineurs, tuteur général) ou par les établissements ou foyers d'accueil. Les personnes interviewées elles-mêmes étaient à la recherche de leur(s) dossier(s) et pour les historiens ceux-ci pourraient être une source complémentaire de la mémoire des personnes placées dans leur enfance. Dans le cas particulier des quatorze témoignages, cette démarche n'a guère été fructueuse. De plus, le président du Tribunal cantonal vaudois, compétent pour autoriser l'accès aux archives des justices de paix, du Tribunal des mineurs et de l'Office du tuteur général, nous a fait part des conditions exigées: «Il ne suffit pas de requérir le consentement des personnes concernées. Il faut encore, dans l'intérêt de la protection de la sphère personnelle des tiers, que ces personnes déclarent elles-mêmes

16 Heller 2005, *op. cit.*, p. 21.

17 Leuenberger, Seglias 2009, *op. cit.*

18 Ce sujet est abordé de manière plus complète dans la vaste étude menée en Suisse alémanique (Heiko Haumann, Ueli Mäder, *Se souvenir et raconter – accès historiques et sociologiques aux interviews biographiques*, in: Leuenberger, Seglias 2009, *op. cit.*, pp. 249–256).

19 Heller 2005, *op. cit.*, p. 20.

expressément renoncer à être informées de ce que pourraient révéler les actes consultés et que vous et vos collaborateurs preniez l'engagement de ne rien leur rapporter.»²⁰ Une telle démarche s'avérait problématique – voire impensable –, d'autant qu'il avait fallu attendre le mois de juin pour obtenir l'autorisation demandée en février.

Toutefois, la question des dossiers a été abordée dans le rapport à l'OFES et elle a fait l'objet d'un chapitre spécial dans *Enfance sacrifiée*.²¹ Lors d'une étude antérieure sur les stérilisations non volontaires, nous avions déjà traité le sujet des dossiers (en l'occurrence les dossiers médicaux) dont l'apport s'était révélé fondamental.²² Mais c'est dans une étude monographique sur l'histoire de la Maison d'éducation de Vennes²³ que les dossiers individuels ont pu être examinés dans leur évolution, à la fois par la forme (type de formulaire) et par le contenu.

Conservation et consultation: les dossiers du Service de protection de la jeunesse

On a relevé dans le rapport à l'OFES la diversité de conservation des dossiers personnels des services de protection de la jeunesse (ou offices cantonaux des mineurs) dans les cantons explorés: Genève (détruits au début des années 1970, puis jusqu'en 2001, ensuite, conservés), Fribourg (dossiers de 1947 à 1983 détruits, puis conservés une année sur trois), Berne (pas de dossiers antérieurs à 1970), Vaud (en partie conservés).

Les destructions sont à attribuer – comme pour d'autres types d'archives – à l'encombrement, aux déménagements, à l'incurie des services, mais de plus en plus à des décisions concertées. La problématique des données personnelles a été abordée dans le dernier quart du XX^e siècle surtout, les priorités relatives aux droits des usagers (information et protection de l'individu), à une transparence plus grande concernant les services de l'Etat, à des recherches historiques et scientifiques s'avérant conflictuelles. Il y a eu un certain empressement dans les années 1980 à détruire les dossiers, dans une perspective de protection des données personnelles,²⁴ alors que la tendance actuelle est plutôt à leur conservation totale ou partielle (dans ce cas, qui doit être motivée et explicitée). Les législations sont différentes dans chaque canton. Dans le canton de Vaud, on peut mentionner les

20 Lettre du 20 février 2004 (Cécile Lacharme, Canton de Vaud (années 40 sq.), in: Heller 2004, *op. cit.*, p. 15/81).

21 *Op. cit.*; Dossiers personnels dans les archives, in: Heller 2004, *op. cit.*, chap. V, pp. 133–142.

22 Archives médicales: patrimoine historique à risque, in: Geneviève Heller, Gilles Jeanmonod, Jacques Gasser, *Rejetées, rebelles, mal adaptées. Débats sur l'eugénisme et pratiques de la stérilisation non volontaire en Suisse romande au XX^e siècle*, Genève: Editions Georg, 2002, pp. 43–54 (voir aussi l'«Histoire de Louise» présentée dans le préambule, pp. 2–7).

23 Dossiers d'élèves, in: Geneviève Heller, *Ceci n'est pas une prison*, Lausanne 2012, pp. 323–413.

24 Heller 2012, *op. cit.*, p. 325.

Observations, comportement à l'établissement : Lors de son examen a été clairvoyant, j'ai été très surpris de sa réactivité. Il est physiquement tendu à l'athére, une réaction bien visible sur son état psychique qui est en contraste avec son état physique. Son état psychique est en état d'hypothymie réactive. Il a de l'humour, de l'humour chez lui une vraie intelligence, normal, mais pourtant il est incapable qui apprennent ce qui a pu faire penser que son état psychique est un état d'humour complexe d'importance qui a provoqué chez lui une véritable réaction au stress, un état réactif.

Samedi 14.242. Caen. Station M. Bony. Fait bonne impression. Si possible le 10/10/242 d'ici

Dossier N° : Entrée : Sortie :

Nom et prénom : Fernand. a

Né le 25. Sept. 1927. a

Commune d'origine :

Domicile actuel :

Ecoles fréquentées, avec quel maître :

Ecoles enfantines avec Melle Angy . Ecole primaire avec Mr. ... à

. Avec Melle ... et Mr. ... à

Nom et prénom du père :

Né le :

Nom et prénom de la mère :

Née le : 1890

Différence d'âge : Mère plus jeune.

Domicile actuel :

" antérieur : Frébourg.

Profession du père : Employé de banque racheté par l'aventurier.

" de la mère : Magasine

Enfants : Lorraine 26 ans malade
Rose 22 ans cheveux-femmes de

1. Marc 21 ans boulanger. a

2. Marc 20 ans marieuse d'éducation.

3. François 18 ans Apprend l'allemand " près Zürich

4. René 9 ans " boulanger " "

5. Fernand 15 ans 3. Yvonne 7 ans. Ophtalmie.

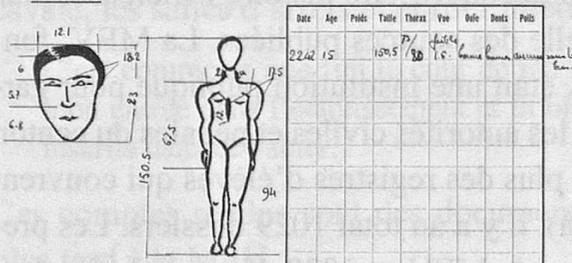
6. Jeanne 12 ans. Ophtalmie d' " "

7. Alain 4 ans " "

Remarques sur la vie de famille, antérieure et actuelle :

Maréchal naval. Le père était employé de banque, avait une fille Charlotte, mais il n'est pas à l'aise, il se met à la tête de quelques circonstances. Maintenant c'est le chebille de mère, veuve, répudiée par son père, tous les enfants furent enlevés. La mère est une femme fable.

Mensurations :



Réflexes : 1. Pupillaires : muraux
 2) Extenseur des jambes : rts - muraux
 3) Rotuleux : rts antérieurs et au dessous de la rotule
 4) Hachikéens : nul
 5) Claviculaires : en contraction fort
 6) Cubitaires : muraux
 7) Dermographiques : présent

Caractère :
Type : Athlétique - asthénique
Age chronologique : 14 ans - 4 mois
Age d'intelligence : 14 ans 6 mois

Troubles physiques : Pensée vers 7-8 ans. Trouve précurseur à Thiers. Début de précurseur en 1941.

Troubles psychiques : Complexes d'infériorité très prononcés, de la part de la petite taille. Pénétration héréditaire du côté du père.

Aspect général, première impression : Garçon de petite taille, bonne façon. Attitude normale, penchée vers le bas de son épaule. Ses yeux sont bleus et brillants, il a un sourire doux et aimable. Il a une petite cicatrice sur son front.

Comportement, attitude sociale : Hostile à l'égard de tout le monde. veut privatiser pour à l'humour impertinent, lucide et mordant.

Délit : Vol de larcin ou de fraude. Indiscipline

Occupation à l'établissement : Travaille à la campagne. Meilleur service à la campagne.
Ne travaille pas mal, mais aime se mettre au travail.

Observations du maître d'école :

Figure 1: Dossier de Fernand, Maison d'éducation de Vennes (VD), 1942 (en haut, pages 4 et 1; en bas, pages 2 et 3).

trois lois qui régissent la conservation et la consultation des archives: loi du 24 septembre 2002 sur l'information, loi sur la protection des données du 11 septembre 2007, loi sur l'archivage du 14 juin 2011.²⁵

Les dossiers du Service de protection de la jeunesse du canton de Vaud²⁶ sont déposés aux Archives cantonales vaudoises.²⁷ Une partie a donc été conservée, soit 4658 dossiers d'enfants suivis de 1921 à 1980. Ces dossiers (celui des parents et ceux des enfants d'une même fratrie) permettent de repérer des situations familiales et sociales qui suscitent l'intervention des autorités et qui peuvent entraîner la séparation des enfants de leurs parents et le placement (ou les placements successifs) de l'enfant. Une étude sur plusieurs dossiers à des périodes différentes permettrait d'explorer concrètement l'évolution de la prise en charge des enfants placés ou surveillés par les services de l'Etat, leurs préoccupations et les critères dominants.

Forme et contenu: les dossiers de la Maison d'éducation de Vennes

Les dossiers d'élèves de la Maison d'éducation de Vennes (MEV) conservés aux Archives cantonales vaudoises (ACV) constituent une source particulièrement riche. Avec d'autres documents manuscrits (en particulier les procès-verbaux du Conseil de surveillance), ils permettent de découvrir une histoire officieuse, plus complexe et nuancée que l'histoire officielle des sources publiées. La MEV, fondée en 1846²⁸ dans les hauts de Lausanne, était une institution publique pour garçons et adolescents délinquants placés par les autorités civiles et pénales du canton de Vaud ou d'autres cantons romands. En plus des registres d'élèves qui couvrent toute la période de 1846 à 1987 (et au-delà), il y a au total 1029 dossiers. Les premiers dossiers individuels ont été introduits à la MEV en 1929. Une partie des dossiers a été conservée, d'autres détruits sans que l'on ait trace des critères de sélection; un trou inexpliqué concernant les années 1950 est d'autant plus regrettable qu'il s'agit de la période la plus féconde et la plus dynamique de l'institution. Les

25 Gilbert Coutaz, Le calendrier de conservation, in: *Archives cantonales vaudoises, rapport d'activité 2011*, p. 38.

26 Institution cantonale en faveur de l'enfance malheureuse et abandonnée (1890–1920), Service de l'enfance (1920–1940), Service de prévoyance sociale et d'assistance publique, Bureau de l'enfance (1940–1957), Service de l'enfance (1957–1970), Service de protection de la jeunesse (1970 sq.).

27 ACV, fonds S 41, S 218 et SB 24. Voir le chapitre «Service de protection de la jeunesse», in: Heller 2005, *op. cit.*, pp. 135–140. Un répertoire nominatif a été établi par les ACV de manière à pouvoir rechercher facilement le dossier d'une personne – pour autant qu'il ait été conservé. Ce répertoire nominatif «n'est consultable que sur autorisation du Service, afin de protéger la sphère privée des personnes concernées» (*Archives cantonales vaudoises, rapport d'activité 2011*, p. 17).

28 Discipline des Croisettes (1846), Ecole de réforme des Croisettes (1901), Maison d'éducation de Vennes (1941), Centre cantonal de Vennes (1981). Depuis 1987, le Centre d'orientation et de formation professionnelles (COFOP) est une école professionnelle en externat.

lots sont d'inégale importance tant par le volume que par la tranche chronologique.²⁹ Les formulaires, les rubriques et le volume des dossiers individuels se modifient par étape. La qualité et la quantité d'informations tendent à augmenter jusqu'aux années 1960.

Les premiers dossiers (1929–1941) sont des *Fiches d'observation médicale* qui contiennent surtout des rubriques d'ordre médical et psychologique attestant l'importance nouvelle de ces disciplines dans les champs scolaires, pénaux et socio-éducatifs.³⁰ La santé physique et le développement psychologique des élèves sont l'objet d'une attention particulière. Certains dossiers contiennent en outre des comptes rendus de leur vie écrits par les élèves. Ainsi Armand, orphelin depuis l'âge de 2 ans, a subi dix placements. Il arrive à l'Ecole de réforme en 1933 à l'âge de 18 ans. Il commente son placement chez un boulanger à l'âge de 16 ans:

Quand j'ai passé une année cela a commencé à se gâté car il fallait réclamer pour manger et pour coucher et au travail on était toujours derrière les portes à espionner comme l'on travaillait en croyant qu'on ne savait pas travailler seul et aller dire que l'on s'amuse tout le temps. Après ça, c'est moi qui suis devenu méchant et j'ai commencé à embêté tous les jours. Ensuite je me suis toujours plus mal conduit.

Puis il raconte l'épisode du vol d'une enveloppe (contenant un passeport) commis en livrant le pain, puis le tribunal, le sursis, un essai de placement, des épisodes de cavale, les salles d'arrestations et enfin l'internement à l'Ecole de réforme.

C'est comme ça que fini le cour de ma vie jusqu'à présent. Les motifs qui concernent mon entrée dans l'établissement et m'ont obligé à abandonner la bonne voie sont tous inscrits dans ce cahier.

Ces comptes rendus sont des documents exceptionnels que l'on ne retrouve pas plus tard à la MEV.

Les premiers dossiers ne livrent pour ainsi dire aucun élément sur la vie dans l'établissement, contrairement aux dossiers suivants (1940–1946) qui sont plus riches: la première page relative à l'identité est plus développée, les données psycho-médicales sont encore présentes dans la deuxième page, tandis que les pages 3 et 4 concernent les observations du comportement durant le séjour. Certains dossiers contiennent en annexe différents documents (courbes de comportement, tests psychologiques, feuilles séparées non signées portant des notations, lettres).

29 ACV, fonds S 221/55-84 et SB 197/25-37. Il y a 591 dossiers (1929–1946), 17 dossiers (1960–1963), 80 dossiers (1970–1979), 341 dossiers (1977–1986).

30 On peut mentionner l'exemple pionnier de l'Etablissement central d'observation de Moll en Belgique créé en 1913 (voir Heller 2012, *op. cit.*, pp. 62–68); à Genève, la Consultation médico-pédagogique de l'Institut Jean-Jacques Rousseau est ouverte en 1913 et le Service d'observation des écoles est ouvert en 1930 (voir Martine Ruchat, *Les dossiers du Service d'observation des écoles de Genève (1930–1958)*, in: *La protection de l'enfance, écrits protégés, écrits ignorés: les dossiers individuels de mineurs et de jeunes majeurs sous main de justice*, Paris 2010, pp. 95–102).

Depuis 1942, la question de l'observation du comportement est une préoccupation nouvelle à la MEV, en lien avec l'application de la notion pénale de mise en observation avant un jugement (Code pénal suisse de 1937, art. 83 et 90). Par ailleurs, un *Journal des surveillants* est introduit pour consigner des informations sur la vie au quotidien. Le personnel devra apprendre à être attentif à ce qui doit être observé chez l'enfant ou l'adolescent et enrichir son vocabulaire. Mais les observations consignées dans les dossiers restent rudimentaires en comparaison des dossiers plus sophistiqués et de l'arsenal des tests des services médico-pédagogiques ou des centres d'observation *ad hoc*.

Les dossiers des élèves de la typologie suivante perdent les indications psychomédicales (sans doute contenues dans d'autres dossiers spécifiques, notamment ceux de l'Office médico-pédagogique vaudois). Une priorité nouvelle dans les années 1950 est la recherche des causes d'un comportement délinquant. Le formulaire des dossiers conservés des années 1960–1963 (introduit probablement dix ans plus tôt) réserve une page entière aux *Antécédents familiaux* et une ou plusieurs pages aux *Antécédents personnels*. Ces dossiers sont très épais, plusieurs pages contiennent des annotations, généralement signées et datées, concernant le suivi de l'élève durant son séjour (démarches, comportement, faits saillants) et de nombreux documents sont annexés (lettres, copies de lettres, rapports, fiches d'observation hebdomadaires). Ces dossiers permettent de découvrir de manière concrète le rôle des divers acteurs, les essais, les échecs, les démarches pour mettre en place des possibilités de formation et pour créer des relations avec le monde extérieur. Ils montrent les difficultés de la prise en charge au quotidien d'adolescents blessés par la vie.

On doit formuler plusieurs réserves au sujet des dossiers personnels³¹ parmi lesquelles la représentativité des lots conservés, la tenue des dossiers – certains sont très peu complétés, voire pour ainsi dire vierges –, le point de vue institutionnel au détriment de celui de l'individu concerné. Malgré cela, il apparaît que les dossiers personnels constituent une source complémentaire précieuse pour étudier l'histoire des placements d'enfants et d'adolescents.

La problématique des dossiers individuels n'a été ici qu'esquissée (sauvegarde, tri, inventaire, consultation par les personnes concernées et pour la recherche). L'exploitation de ces archives, tant au niveau archivistique qu'historique, est un sujet complexe dont témoignent en particulier trois publications collectives concernant la France.³² Un important réseau de recherche sur les dossiers individuels s'est

31 Voir Heller 2012, *op. cit.*, p. 326–327.

32 *La protection de l'enfance, écrits protégés, écrits ignorés [...], op. cit.* (à noter la 3^e partie de l'ouvrage intitulée «Cadre législatif et enjeux sociaux de la communication des dossiers individuels de mineurs», pp. 117–168); Mathias Gardet (dir.), *Paroles libres, paroles captives, lectures de dossiers de*

développé, à l'initiative du Conservatoire national des archives et de l'histoire de l'éducation spécialisée (CNAHES).³³ «Nous avions pour objectif de sensibiliser à la richesse de sources méconnues ou négligées.»³⁴

«Depuis quelques années, les dossiers [...] sont au cœur de plusieurs chantiers d'investigation. Car, sans ces dossiers, il est apparu aux historiens qu'il était impossible de saisir dans toute sa complexité l'action sur le terrain de politique d'assistance, de prévention, d'éducation ou de répression.» Le dossier personnel est ainsi devenu «un nouvel objet d'étude».³⁵ Il renseigne aussi bien sur le fonctionnement institutionnel que sur des fragments de vie de l'individu.

Die häufigsten Traumafolgeerscheinungen unterrichten als auch Möglichkeiten der Therapie

Die Problematik der Verdierung und Fremdplazierung war noch Ende der 2010er Jahre in der Schweiz ein eher verschwiegenes und verdecktes Thema. Unsere Arbeitsgruppe hatte zunächst von relevanten psychologischen Prozesse zur Leidtrage «Wie ältere Menschen mit früheren traumatischen Erfahrungen?» zu erforschen. Durch einen Hinweis in der damaligen Tagesschau auf das Schicksal der Verdungskinder kamen wir auf die Idee, diese Festlegung mit der Untersuchung der Verdungskinder und Fremdplazierten zu verbinden. Die entsprechenden Untersuchungen fanden dann in einer ersten sozialen Erhebung statt zwischen 2010 und 2013 statt. Inzwischen haben die ersten Untersuchungen an einer Folgeuntersuchung teilgenommen – und es ist geplant, diese Langzeitstudie weiterzuführen.

Im Folgenden soll in drei Abschnitten dargestellt werden, welche Traumafolgeerscheinungen unterrichten würden, zweitens, welche Faktoren der Verdierung und Aufrechterhaltung der psychischen Folgeerscheinungen eine Rolle spielen; und drittens, welche Konsequenzen und Themen von sich ergeben.

Die häufigsten Traumafolgeerscheinungen

Seit 1994 ist die Posttraumatische Belastungsstörung (PTSD) eine Kategorie in den von der WHO herausgestellten Internationalen Klassifikationskriterien der psychischen und sozialen Störungen.

jeunes placés, *Revue d'histoire de l'enfance irrégulière*, N° 11, 2009–2010; Ludivine Bantigny, Jean-Claude Vimont (dir.), *Sous l'œil de l'expert: les dossiers judiciaires de personnalité*, Mont-Saint-Aignan 2010.

33 Association fondée en 1994. On peut mentionner la création du Centre des archives de la protection de l'enfance (1998), la signature d'une convention réglant un partenariat national avec les Archives de France (2002), la tenue de journées d'études (notamment à Paris et à Angers en 2006 et 2007) et la publication de leurs travaux (cf. note ci-dessus). Voir en particulier *La protection de l'enfance, écrits protégés, écrits ignorés [...]*, op. cit., pp. 119 sq. et 175 sq.

34 Bantigny, Vimont 2010, op. cit., p. 11.

35 Jean-Claude Vimont, La déontologie de la recherche en matière de dossiers individuels, in: *La protection de l'enfance, écrits protégés, écrits ignorés [...]*, op. cit., p. 163.

Psychische Folgestörungen der Verdingung im Alter

Andreas Maercker, Sandy Krammer und Keti Simmen-Janevska

Die Psychotraumatologie ist das Teilgebiet der Psychologie und Medizin, in dem die psychischen Folgen von gemeinhin als traumatisch bezeichneten Erlebnissen untersucht werden. Sie ist eine vergleichsweise junge wissenschaftliche Disziplin, die erst seit circa 1990 existiert.¹ In der Psychotraumatologie werden sowohl Fragen der Entstehung und des Verlaufs von psychischen Traumafolgestörungen untersucht als auch Möglichkeiten der Therapie.

Die Problematik der Verdingung und Fremdplatzierung war noch Ende der 2000er Jahre in der Schweiz ein eher verschwiegenes und verdrängtes Thema. Unsere Arbeitsgruppe hatte zunächst vor, relevante psychologische Prozesse zur Leitfrage ‘Wie altern Menschen mit früheren traumatischen Erfahrungen?’ zu erforschen. Durch einen Hinweis in der damaligen Tagespresse auf das Schicksal der Verdingkinder kamen wir auf die Idee, diese Leitfrage mit der Untersuchung der Verdingkinder und Fremdplatzierten zu verbinden. Die entsprechenden Untersuchungen fanden dann in einer ersten sogenannten Erhebungswelle zwischen 2010 und 2012 statt. Inzwischen haben die meisten Untersuchten an einer Folgeuntersuchung teilgenommen – und es ist geplant, diese Gespräche und Studien weiter fortzuführen.

Im Folgenden soll in drei Abschnitten dargestellt werden: erstens, welche Traumafolgestörungen untersucht wurden; zweitens, welche Faktoren der Verursachung und Aufrechterhaltung der psychischen Folgesymptomatik eine Rolle spielen; und drittens, welche Konsequenzen und Perspektiven sich daraus ergeben.

Die häufigsten Traumafolgestörungen

Seit 1994 ist die Posttraumatische Belastungsstörung (PTBS) eine Kategorie in dem von der WHO herausgegebenen Internationalen Klassifikationssystem der Krankheiten (ICD 10). Frühere Bezeichnungen für ähnlich beschriebene psychische Folgen lauteten unter anderem Traumatische Neurose, Überlebenden-Syndrom oder Misshandlungs-Syndrom (engl. *battered person syndrome*). Mit der Aufnahme der PTBS in die medizinischen und psychologischen Referenzwerke wurde erstmals wissenschaftlich ein psychisches Störungsbild anerkannt, das nicht

1 Günter H. Seidler, Harald J. Freyberger, Andreas Maercker, *Handbuch der Psychotraumatologie*, Stuttgart 2011.

durch innere Konflikte – wie die von Sigmund Freud beschriebenen – oder biologisch-genetische Faktoren, sondern durch erlebte äussere Extremstressoren bedingt ist. Die PTBS ist durch folgende Kriterien definiert:

- Belastung durch ein ausserhalb des normalen menschlichen Erfahrungsbereiches liegendes traumatisierendes Ereignis (oder Ereignisse), das in den meisten Fällen ein tiefes Grauen, Leiden beziehungsweise Erschrecken hervorruft.
- Typischerweise kommt es zu Flashbacks, sprich zu wiederholten und sich aufdrängenden Erinnerungen an das Ereignis oder zu Träumen über dieses.
- Gleichgültigkeit, Teilnahmslosigkeit, Freudlosigkeit und die Vermeidung von Aktivitäten oder Situationen, welche früher Freude bereiteten. Körperliche Übererregbarkeit, erhöhte Aufmerksamkeit, verstärkte Schreckhaftigkeit sowie Schlafstörungen können ferner auftreten. Auch Angst, depressive Symptome sowie suizidale Gedanken sind vermehrt zu beobachten.
- Die Symptome sind länger als einen Monat vorhanden, entweder anhaltend oder später im Leben neu auftretend (verzögertes Auftreten).

Das erste Kriterium ist bei den meisten der ehemaligen Verdingkinder oder Fremdplatzierten dadurch erfüllt, dass sie in repressiven Zwangsverhältnissen zu leben hatten, in denen physische und psychische Misshandlungen und Missbrauch an der Tagesordnung waren. Dieses Kriterium erfasst neben der allgemeinen Zwangslage aber auch die einzelnen abgrenzbaren Extremstressoren, denen die Betroffenen unterlagen, zum Beispiel eigene Todesängste oder Vergewaltigungserfahrungen sowie das ‘Zeuge-Sein’ von Gewalttaten, die anderen, in der gleichen Zwangslage befindlichen Kindern angetan wurden. Durch die Multiplizierung dieser vielfältigen Extrembelastungen kann man bei einer Mehrheit der Betroffenen auch von einer kumulativen Traumatisierung sprechen (siehe unten, Abschnitt 2).

Das zweite Kriterium umfasst die Symptome des unwillkürlichen und schmerzhaften Erinnerungsdrucks. Vielen Traumatisierten geht das Erlebte auch nach Jahren und Jahrzehnten täglich mehrfach ungewollt durch den Kopf. Sie können den spontanen Erinnerungen, Gedanken, aber auch Selbstvorwürfen, sich in konkreten Situationen falsch verhalten zu haben, nicht aus dem Weg gehen. Die oft sehr plastischen Erinnerungen kehren vielfach auch im Schlaf in Form von quälenden Träumen bis hin zu Alpträumen oder im Zuge von Befragungen durch Interviewer mit besonders qualvoller Gedächtnis- und Bildschärfe zurück (zum Beispiel eine Vergewaltigungsszene).

Schliesslich beschreibt das dritte Kriterium zusätzliche Belastungen. So können Traumatisierte eine gewisse Gleichgültigkeit gegenüber anderen Menschen empfinden. Weiter ist oftmals eine tiefgreifende Freudlosigkeit zu beobachten,

welche dazu führt, dass positive Gefühle im Vergleich zu nicht-traumatisierten Personen in verminderter Masse erlebt werden können. Auch werden Aktivitäten und Situationen gemieden, welche vor der Traumaexposition gerne ausgeführt oder aufgesucht wurden und die mit positiven Gefühlen verbunden waren. Zu diesem dritten Kriterium gehört auch eine körperliche Übererregbarkeit, was sich in erhöhter Schreckhaftigkeit, aber auch mittels Schlafstörungen bemerkbar machen kann. Ferner können Betroffene unter einer Angstsymptomatik und/oder unter Depressionen oder Suizidgefährdungen leiden.

Die PTBS liegt – gemäss einer Definition durch internationale Wissenschaftsgremien – dann vor, wenn eine bestimmte Anzahl an Einzelsymptomen besteht. Dies ist zunächst nur für Menschen im Erwachsenenalter (18–60 Jahre) so festgelegt worden. Wie diese Mindestanzahl an Einzelsymptomen bei älteren Menschen (älter als 60 beziehungsweise 80 Jahre) anzusetzen ist, ist Gegenstand wissenschaftlicher Kontroversen. Ein Teil der Experten geht von einem gegenüber der PTBS bei mittelalten Erwachsenen unveränderten Altersbild aus; andere postulieren aufgrund der klinischen Erfahrung und einzelner Studien, dass einige Symptome stärker werden (zum Beispiel Schreckhaftigkeit, Alpträume) und andere sich zurückbilden beziehungsweise ihren Traumabzug verlieren (zum Beispiel Situationsvermeidung, Ein- und Durchschlafstörungen). Unsere Arbeitsgruppe hat in einer vorhergehenden Studie, die an älteren ehemaligen politischen Inhaftierten der DDR durchgeführt wurde, die letztgenannte Position belegt.² Dazu war allerdings eine sogenannte Längsschnittstudie (Vergleich zu einem früheren und späteren Zeitpunkt im Leben) vonnöten, wie sie für ehemalige Verdingkinder noch nicht vorliegt.

Was zeigen nun die Ergebnisse der Zürcher Verdingkind-Studie³ in Bezug auf die PTBS? Es wurden Interviews und Fragebogenerhebungen mit insgesamt 141 Personen durchgeführt, die sich auf unsere Ausschreibung einer Studie zu den psychischen Folgen von Verdingung und Fremdplatzierung im Alter gemeldet hatten. Etwas mehr als die Hälfte von ihnen (ca. 60 Prozent) waren männlich. Das durchschnittliche Lebensalter betrug zum Zeitpunkt der Untersuchung 77 Jahre, bei der ersten Verdingung oder Fremdplatzierung 5,7 Jahre. Die Betroffenen lebten nacheinander bei durchschnittlich drei verschiedenen Familien und waren im Mittel 11 Jahre fremdplatziert. 17 Prozent gaben an, während der Verdingzeit überhaupt kei-

2 Andreas Maercker, Ira Gäßler, Jennifer O’Neil, Matthias Schützwohl, Mario Müller, Long-term trajectories of PTSD or resilience in former East German political prisoners, in: *Torture – Journal of Rehabilitation of Torture Victims*, 23 (1), 2012, S. 15–27.

3 Andrea Burri, Andreas Maercker, Sandy Krammer, Keti Simmen-Janevska, Childhood trauma and PTSD symptoms increase the risk of cognitive impairment in a sample of former indentured child laborers in old age, in: *PLoS ONE* 2013, elektronisch: e57826.

nen Kontakt mit der Ursprungsfamilie gehabt zu haben. Zum Zeitpunkt der Studie waren rund 40 Prozent verheiratet und 47 Prozent lebten allein. 8 Prozent wohnten in einem Altersheim. 12 Prozent bezeichneten ihre finanzielle Situation als schlecht, 21 Prozent als sehr gut. Die durchschnittliche Bildungsdauer betrug 10,3 Jahre. 11 Prozent der Befragten gaben an, keine Kinder zu haben. 16 Prozent haben eins, 38 Prozent zwei, 17 Prozent drei und 18 Prozent mehr als drei Kinder.

In wie vielen Fällen ist die Diagnose einer PTBS wahrscheinlich? (Wir sprechen von 'wahrscheinlicher Diagnose', weil wir uns bei der Untersuchung eines anerkannten Kurztests und keines ausführlichen Diagnoseverfahrens bedienten.) Bei 23 Prozent der Interviewten kann diese Diagnose angenommen werden. Die aktuell bei einem Viertel der Betroffenen vorliegende Störungsrate – nach durchschnittlich 60 Jahren seit Beendigung der Fremdplatzierung – muss als hoch gelten. Die Beeinträchtigung dieser Personen ist beträchtlich, sie haben einen starken Leidensdruck, der sich auf ihr Kindheitsschicksal bezieht. Zum Vergleich sei erwähnt, dass in ähnlich durchgeführten Studien mit jetzt älteren Menschen, die die Schrecken des Zweiten Weltkriegs in Deutschland persönlich mitgemacht haben, durchschnittlich eine Störungsrate von 4 bis 7 Prozent besteht.⁴

Etwa die Hälfte aller Interviewten (46 Prozent) erlebt eine hohe emotionale Taubheit oder ein Abgestumpftsein. 41 Prozent zeigen starke Vermeidungstendenzen hinsichtlich verschiedener Reize, die sie an das traumatische Erlebnis erinnern. Ebenfalls 41 Prozent der Betroffenen geben an, dass sie sich fast immer als hoffnungslos erleben. Ferner berichten 36 Prozent von einer sehr hohen Schreckhaftigkeit, 32 Prozent von Interessensverlust an fast allen Aktivitäten und 27 Prozent von starken Entfremdungsgefühlen. Die überwiegende Mehrheit der Betroffenen (82 Prozent) berichtet über stark ausgeprägte Schlafstörungen, die vermutlich teilweise mit der PTBS zusammenhängen.

Neben der PTBS wird eine zweite Störung zunehmend häufig beschrieben: die Komplexe Posttraumatische Belastungsstörung (K-PTBS).⁵ Über diese Diagnose gibt es eine wissenschaftliche Debatte, ob sie nicht besser in der Lage sei, die möglichen psychischen Beeinträchtigungen durch länger dauernde Traumata in der Kindheit zu erfassen und abzubilden als die 'klassische' PTBS. So wurde die K-PTBS-Diagnose zwar bereits von vielen Therapeut/innen und Ärzt/innen im Alltag verwendet, sie ist aber noch nicht im massgeblichen Krankheitsklassifika-

4 Frauke Teegen, Verena Meister, Traumatische Erfahrungen deutscher Flüchtlinge am Ende des II. Weltkrieges und heutige Belastungsstörungen, in: *Zeitschrift für Gerontopsychologie und -psychiatrie*, 2000, S. 112–124.

5 Andreas Maercker, Chris R. Brewin, Richard A. Bryant et al., Classification and definition of disorders specifically related to stress for ICD-11: Current proposals and implications, in: *The Lancet*, 381 (9878), 2013, S. 1683–1685, elektronisch 11. April 2013.

tionssystem verzeichnet. Allerdings ist geplant, sie ab 2015 in den Krankheitskatalog der WHO aufzunehmen.

Die K-PTBS ist nach dem neuesten Stand durch vier Symptombereiche gekennzeichnet:

- Erstens: die drei klassischen PTBS-Symptome des Erinnerungsdrucks, des Vermeidungsverhaltens und des erhöhten inneren Erregungsniveaus.
- Zweitens: Beeinträchtigungen der Gefühlsregulation mit Schwierigkeiten, Spannung auszuhalten, labilerem Gefühlshaushalt, der Tendenz zu Wut- und Ärgerausbrüchen sowie zu sogenanntem dissoziativem Verhalten.
Dissoziatives Verhalten meint das zeitweise ‘Auseinanderfallen’ von Bewusstsein, Gefühlen und Selbstwahrnehmung, zum Beispiel in Form von Blackouts, starken Tagträumen bis hin zu medizinisch unerklärlichen Bewegungsstörungen.
- Drittens: Beeinträchtigungen des Selbstbildes, da sich die Betroffenen als schwach, wertlos oder zerbrochen erleben. Dazu kommen ständige und übermäßige Scham- und Schuldgefühle sowie eine insgesamt inadäquate Selbstwahrnehmung.
- Viertens: Beeinträchtigungen der Beziehungsfähigkeit. Hier geht es um die Schwierigkeit, Beziehungen aufzunehmen und aufrechtzuhalten. Es bestehen grundsätzlich Probleme, sich anderen nahe zu fühlen, womit verbunden ist, dass die Betroffenen sich meist durchgängig einsam fühlen.

Da die so definierte K-PTBS-Diagnose als solche noch nicht offiziell anerkannt ist, war es ein Nebenziel unserer Studie, zu untersuchen, ob sie sinnvoll erfasst werden kann. Wir haben uns dabei zunächst auf die Erfassung der Symptombereiche konzentriert, so dass zum gegenwärtigen Zeitpunkt noch nicht gesagt werden kann, wie viele der ehemaligen Verdingkinder eventuell eine solche Diagnose haben.⁶

60 Prozent der von uns Untersuchten wiesen ein als klinisch relevant anzusehendes Ausmass der Symptomatik in mindestens einem der vier Bereiche auf. Die Männer zeigten im Mittel mehr dieser kritischen Werte. Bei der Beeinträchtigung der Gefühlsregulation ergaben sich Werte von 6 bis 9 Prozent bei den Frauen und 14 bis 22 Prozent bei den Männern. Am stärksten waren Tendenzen zur Dissoziation ausgeprägt, gefolgt von dysfunktionalem Spannungsabbauverhalten und erhöhten Ärger-/Wuttendenzen. Eine klinisch signifikante Beeinträchtigung des

6 Sandy Krammer, Keti Simmen-Janevska, Andreas Maercker, In Richtung ‘Komplexe PTBS’: die deutsche Version des Trauma Symptom Inventory (TSI) zur Erfassung komplexer Traumafolgen, in: *Psychotherapie Psychosomatik Medizinische Psychologie*, 63 (8), 2013, S. 318–326, elektronisch 4. Februar 2013.

Selbstbildes lag bei bis zu 22 Prozent der Befragten vor. Ähnlich zeigten sich die Verhältnisse in Hinblick auf die Beziehungsfähigkeit.

Damit deutet sich an, dass bei einer nicht unerheblich grossen Gruppe der ehemaligen Verdingkinder oder Fremdplatzierten die komplexe Traumafolgestörung vorliegt. Dies bedeutet, dass neben dem psychischen Leiden durch schwer belastende Erinnerungen auch das Gefühls- und Beziehungsleben sowie das Sich-selbst-Erleben nachhaltig durch die Verdingungs- oder Fremdplatzierungserlebnisse in der Kindheit beeinträchtigt sind.

Neben den beiden Posttraumatischen Belastungsstörungen (PTBS und K-PTBS) können auch Depressionen als Traumafolgen entstehen. Depressionen sind dadurch gekennzeichnet, dass die Betroffenen über einen kürzeren oder längeren Zeitraum unter ausgeprägter Freudlosigkeit, gedrückter Stimmung, erheblichem Interessensverlust und Antriebsverminderung leiden. In der Allgemeinbevölkerung haben bei den über 70-Jährigen circa 10 Prozent eine Depressionsdiagnose, bei den von uns untersuchten 141 Personen traf dies auf knapp ein Viertel zu – in der Regel waren dies nicht dieselben Personen wie diejenigen mit einer PTBS-Diagnose.⁷ Auch hier bestehen also ein vergleichsweise sehr hoher Leidensdruck und eine ausgeprägte Belastung. Zwar haben wir selbst keine Vergleichsgruppe gleichaltriger Schweizer/innen untersucht, was für genaue wissenschaftliche Schlussfolgerungen notwendig wäre. Dennoch sind wir der Ansicht, dass die Differenz zwischen 10 Prozent Depressionen in der Allgemeinbevölkerung zu 24 Prozent Depressionen bei den ehemaligen Verdingkindern der gleichen Altersgruppe zum grossen Teil auf die traumatisierenden Kindheitserlebnisse zurückzuführen ist.

Im Alter treten bekanntlich zunehmend Gedächtnisprobleme – fachsprachlich: kognitive Probleme – auf. Zur Erfassung dieser Alterserscheinung wurden den Untersuchten umfangreiche neuropsychologische Tests, zum Beispiel zum Kurzzeitgedächtnis, vorgelegt. Das Ergebnis: Die Kombination vieler Traumatisierungserfahrungen in der Kindheit und hoher PTBS-Symptomatik im jetzigen Alter geht mit einem zweifach erhöhten Risiko für kognitive Altersprobleme einher, gegenüber den Untersuchten, die über vergleichsweise wenig Traumatisierung berichteten beziehungsweise PTBS-Symptome haben.⁸ Damit weisen die Betroffenen eine Reihe von Spätfolgen im psychischen Bereich auf, die im Rahmen der gesellschaftlichen Aufarbeitung der Thematik und Diskussion über mögliche Entschädigungsleistungen zur Kenntnis genommen werden sollten.

7 Kate R. Kuhlman, Andreas Maercker, Rahel Bachem, Keti Simmen, Andrea Burri, Developmental and contextual factors in the role of severe childhood trauma in geriatric depression: the sample case of former indentured child laborers, in: *Child Abuse and Neglect*, 37 (11), 2013, S. 969–978.

8 Burri, Maercker, Krammer, Simmen-Janevska 2013, *op. cit.*

Um die psychologische Tragweite der soeben genannten Ergebnisse unserer Studie zu untermauern und genauer zu analysieren, versuchten wir des Weiteren, direkt an die Entstehungs- und Aufrechterhaltungsbedingungen dieser Krankheitsdiagnosen heranzukommen.

Faktoren der Verursachung und Aufrechterhaltung der psychischen Folgesymptomatik

Die bisherige Forschung zu den Traumafolgestörungen hat eine Vielzahl möglicher Faktoren beschrieben, die bei der Verursachung und Aufrechterhaltung der psychischen Folgesymptomatik eine Rolle spielen können.⁹ Diese Studien haben sich mit konkreten Trauma- oder Belastungsmerkmalen, mit kurzfristigen und langfristigen Konstellationen und den Reaktionen der Betroffenen befasst. Einige von ihnen gehören auch zur sogenannten Resilienzforschung, in der es darum geht, wie sich psychische Widerstandskräfte (Resilienz) nach solchen Schicksalen herausbilden können.¹⁰

Im Zürcher Projekt wurden zunächst die einzelnen Trauma- und Belastungsmerkmale untersucht. Im Fokus stand auch, inwieweit das Alter, in dem man erst-verdingt oder fremdplaziert wurde, zu je unterschiedlichen Folgen führte. Darüber hinaus wurden bestimmte zwischenmenschliche und gesellschaftliche Faktoren genauer analysiert, zum Beispiel die gesellschaftliche Anerkennung, die man als ehemaliges Verdingkind in der heutigen Zeit erfährt. Wir nahmen an, dass diese Anerkennung beziehungsweise Nichtanerkennung dazu beiträgt, dass die Betroffenen heute mehr oder weniger psychische Folgestörungen haben. Ein letzter Teil widmete sich dem psychischen Motivationssystem der Betroffenen und der Frage, ob dieses beeinträchtigt worden war.

Bei dieser Auswahl an Forschungsfragen blieben andere Aspekte zwangsläufig ausgeklammert. Zudem wurden zumeist Allgemeinaussagen über alle befragten ehemaligen Verdingkinder getroffen und nicht bestimmte Typen der persönlichen Verarbeitung untersucht; dies muss anderen Forschungsansätzen vorbehalten bleiben. Im Blick hatten wir indes stets, dass es neben schmerhaft-traumatischen auch schöne, fruchtbare Erfahrungen für die Betroffenen geben konnte. Beispielsweise berücksichtigte unser Ansatz, dass einige wenige Betroffene fast nur Gutes über ihren Lebensweg und andere von gemischten Erfahrungen berichteten. So waren etwa die Bedingungen an einer Verdingstelle sehr belastend und an einer weiteren

9 Günter H. Seidler, Harald J. Freyberger, Andreas Maercker, *Handbuch der Psychotraumatologie*, Stuttgart 2011.

10 Insa Fooken, Resilienz und posttraumatische Reifung, in: Andreas Maercker (Hg.), *Posttraumatische Belastungsstörungen*, Berlin 2009 (3. Aufl.), S. 65–85.

viel besser. In unserer Studie blieb auch Raum dafür, dass einige Betroffene für bestimmte Erlebnisse Dankbarkeit ausdrücken konnten.

Im Folgenden sollen zunächst die Trauma- und Belastungsmerkmale vorgestellt werden. Im Durchschnitt berichteten die Studienteilnehmer 2,6 traumatische Erfahrungen. Spezifisch wurden die Belastungserfahrungen mit dem international gebräuchlichen Childhood Trauma Questionnaire¹¹ untersucht. Dieser unterscheidet fünf Aspekte: physischen Missbrauch (im Sinne von körperlicher Gewalt mit möglichen physischen Beeinträchtigungen), sexuellen Missbrauch (sexuell motivierte Handlungen) und psychischen Missbrauch (beispielsweise Ablehnung, Isolation), des Weiteren physische und psychische Vernachlässigung (es kommt zu keinem oder zu vermindertem fürsorglichen Handeln, und/oder das Kind wird physisch oder psychisch nicht ausreichend versorgt).

Bezüglich aller genannten Aspekte gibt es international vereinbarte Grenzwerte für das Vorliegen einer Konstellation in einer signifikant schweren Form. Legt man diese internationalen Konventionen zugrunde, so berichteten 98 Prozent der Befragten von einschneidender emotionaler Vernachlässigung, 96 Prozent von signifikanter körperlicher Vernachlässigung, 79 Prozent von gravierender emotionaler Gewalt, 67 Prozent von signifikanter körperlicher Gewalt und 52 Prozent von erheblicher sexualisierter Gewalt. Dies ist ein erschütterndes Ergebnis. Bleibt man nur beim letztgenannten Aspekt der sexualisierten Gewalt, so ist jedes zweite der Verdingkinder in der einen oder anderen Form explizit sexuell missbraucht worden. Bei den Jungen waren es 52 Prozent, bei den Mädchen 69 Prozent.

Inzwischen ist das Wissen um die Wirkungen insbesondere der sexualisierten Gewalt an Kindern fast Allgemeingut geworden. Die Gefühle einer unbekannten Bedrohung und übermässigen Beschämung, oft verbunden mit Ekel, und offene Gewalterfahrungen bleiben bei vielen ein lebenslanges Thema. Die oben geschilderte Posttraumatische Belastungsstörung – in ihrer klassischen oder komplexen Form – hat häufig eben diese sexualisierten Gewalterlebnisse zum Inhalt. Betroffene mit solchen Erlebnissen und einer (K-)PTBS haben zudem oft unklare ‘Körper-Erinnerungen’ in Form von Schmerz, häufigem Ekel bis hin zu chronischen Ess- und Schluckproblemen, die im Grunde direkt mit der erfahrenen Gewalt zusammenhängen.

Dass fast alle über einschneidende emotionale und körperliche Vernachlässigung berichteten, mag vor dem Hintergrund dessen, was inzwischen über die Verdingung und Fremdplatzierung bekannt ist, nicht erstaunen. Im internationalen Vergleich mit Studien ähnlicher Methodologie, etwa zu Gruppen von Schülern aus

11 David P. Bernstein, Judith A. Stein, Michael D. Newcomb et al., Development and validation of a brief screening version of the Childhood Trauma Questionnaire, in: *Child Abuse and Neglect*, 27 (2), 2003, S. 169–190.

Schullandheimen, in denen Missbrauch vorkam, oder zu anderen schlechten Heimbedingungen (zum Beispiel in Deutschland, Irland oder Österreich), sind diese Raten jedoch extrem hoch.¹²

Weiterhin wurde untersucht, ob das Alter bei der Fremdplatzierung oder Verdingung eine Rolle für die untersuchten psychischen Prozesse spielt. Dazu wurden nach entwicklungspsychologischen Aspekten folgende Altersgruppen zusammengefasst: Säuglingsalter: 0- bis 2-Jährige (dies waren 38 Personen), Vorschulalter: 3- bis 5-Jährige (29 Personen), frühe Kindheit: 6- bis 9-Jährige (37 Personen), frühe Adoleszenz: über 10-Jährige (37 Personen). Erwartungsgemäß – dennoch eindrücklich – gab die jüngste Gruppe die meisten Traumaerfahrungen an, gefolgt von den mittleren zwei Gruppen und danach der ältesten Gruppe. Im Folgenden soll noch einmal auf diese Altersdifferenzen eingegangen werden.

Für die Betroffenen sind insbesondere die aktuellen Bedingungsfaktoren von Interesse. Hier fokussierte die Studie auf bestimmte zwischenmenschliche und gesellschaftliche Faktoren. Sandy Krammer untersuchte spezifische sowie eher unspezifische Konstellationen. Traumaspezifisch waren die Faktoren der individuellen Offenlegungsstile der Traumaerfahrungen (*dysfunctional disclosure*,¹³ Beispiel: «Oft versagt meine Stimme, wenn ich meine Erfahrungen ausführlich beschreibe») und der gesellschaftlichen Anerkennung als Traumaopfer (*social acknowledgment*,¹⁴ Beispiel: «Die meisten Leute können sich nicht vorstellen, wie schwierig es ist, mit diesen Erfahrungen ein ‘normales’ Alltagsleben zu führen»). In verringertem Masse als traumaspezifisch galten soziale Unterstützung, Einsamkeit sowie Vergebung. Es konnte gezeigt werden, dass die traumaspezifischen sogenannten sozial-interpersonellen Konstellationen direkt mit der heutigen posttraumatischen Symptomatik verknüpft sind. Die weniger traumaspezifischen Konstellationen hingegen waren mit den spezifischeren Konstellationen verbunden. Dies bedeutet, dass aktuelle Bedingungsfaktoren – insbesondere diejenigen, aus dem zwischenmenschlichen und gesellschaftlichen Bereich – relevant für die heutige posttraumatische Symptomatik sind und sich günstig auf diese auswirken. Dabei werden spezifischere Konstellationen von unspezifischeren beeinflusst. Beide sind also zentral für das posttraumatische Geschehen, unterscheiden sich aber in ihrem Stellenwert.

12 Jörg M. Fegert (Hg.), Themenheft: Aufarbeitung des sexuellen Kindesmissbrauchs in Deutschland. Forschung und Praxisfelder, in: *Trauma und Gewalt*, 5 (2), 2011, S. 97–184.

13 Mario Müller, Simon Forstmeier, Birgit Wagner, Andreas Maercker, Traditional versus modern values and interpersonal factors predicting stress response syndromes in a Swiss elderly population, in: *Psychology, Health and Medicine*, 6/2011, S. 631–640.

14 Andreas Maercker, Julia Müller, Social acknowledgment as a victim or survivor: a scale to measure a recovery factor of PTSD, in: *Journal of Traumatic Stress*, 17 (4), 2004, S. 345–351.

Verschiedene Studien weisen darauf hin, dass früh erfolgte Traumaexposition zu langfristigen Folgen über die gesamte Lebensspanne führt. Eine mögliche Langzeitfolge stellt die sogenannte K-PTBS dar. In der vorliegenden Studie konnten entsprechende Zusammenhänge festgestellt werden: Je mehr traumatisierende Erfahrungen ein damaliges Verding- und/oder Heimkind erlitten hatte, umso mehr konnten heutzutage eine Angstsymptomatik, Depression, Gefühle von Wut und Irritierbarkeit, wiederkehrende Erinnerungen, Vermeidungsverhalten, Dissoziation, Besorgnis im sexuellen Bereich sowie eine beeinträchtigte Selbstwahrnehmung festgestellt werden.

Einen grossen Raum in der Studie nahm die Frage ein, ob das psychische Motivationssystem von in der Kindheit traumatisierten Menschen Veränderungen aufweist; wenn ja, in welcher Form und in welchem Ausmass. Dazu wurden die sogenannte Selbstwirksamkeit, die Gewissenhaftigkeit und die Selbstkontrolle – beziehungsweise ihr Gegenteil, die Impulsivität – untersucht. Mit Selbstwirksamkeit ist die subjektive Überzeugung eines Individuums gemeint, seine kognitiven, verhaltensbezogenen, motivationalen und sozialen Kompetenzen mobilisieren und organisieren zu können, um damit Lebensanforderungen zu bewältigen. Gewissenhaftigkeit wird als die Tendenz definiert, selbstdiszipliniert, zielgerichtet, pflichtbewusst und normkonform zu sein. Selbstwirksamkeit und Gewissenhaftigkeit sind als Persönlichkeitsmerkmale bekannt, die bei der Erreichung von Zielen eine wichtige Rolle spielen. Selbstkontrolle hingegen ist die Kompetenz, eigene Impulse, Emotionen, Gedanken und weitere gelernte oder automatische Verhaltensweisen zu regulieren. Eine geringe Selbstkontrolle beziehungsweise hohe Impulsivität ist als Eigenschaft bekannt, die eine Zielausführung unwahrscheinlicher macht.

In der Verdingkind-Studie wurde in Abhängigkeit vom entwicklungspsychologischen Stadium, in welchem die Traumatisierung begann (siehe oben), die Beziehung zwischen potentiell traumatischen Erfahrungen in der Kindheit und den aktuellen motivationalen Fähigkeiten im höheren Lebensalter untersucht. Es zeigte sich, dass in der Adoleszenz schwer Traumatisierte eine geringe Selbstwirksamkeit im Alter aufwiesen. Zudem erwiesen sich diese Personen im Alter als weniger gewissenhaft, und umgekehrt: Gewissenhafte Ältere berichteten über weniger Traumatisierungen während der Adoleszenz. Ferner ging eine schwere Traumatisierung im frühen Kindesalter, insbesondere im Vorschulalter, mit einer erhöhten Impulsivität beziehungsweise einer niedrigen Selbstkontrollfähigkeit im Alter einher. Hinsichtlich bestimmter Alterstrends deuten die detaillierten Analysen darauf hin, dass eine bedeutsame Beziehung zwischen Traumatisierung und Selbstwirksamkeit beziehungsweise Gewissenhaftigkeit bei Personen, die ab dem zehnten Lebensalter traumatisiert wurden, besteht.

Weitere Analysen sollen in der nächsten Zeit durchgeführt werden. Hierbei wird zunächst das eingangs kurz erwähnte psychologische Phänomen der Resilienz oder psychischen Widerstandskraft im Mittelpunkt stehen. In einer Folgestudie wird mit Hilfe von Speichelproben zielgerichtet untersucht werden, ob die erlebten Traumata auch neurobiologische Folgen aufweisen, die möglicherweise wiederum die psychischen und körperlichen Alterungsprozesse erschweren.

Perspektiven und Schlussfolgerungen

Die Untersuchung der psychischen Folgen von Verdingung und Fremdplatzierung bei jetzt älteren ehemaligen Betroffenen umfasst mehrere Implikationen. Zum einen geht es darum, die wissenschaftliche Aufmerksamkeit auf ein bisher weitgehend vernachlässigtes Gebiet der Psychologie und Medizin dieser Lebensspanne zu richten. Zum anderen ist es ein Anliegen, die Aufmerksamkeit der Öffentlichkeit auf die Problematik der ehemaligen Verdingkinder und Fremdplatzierten zu richten, die in einer nicht kleinen Anzahl bis heute schwer an ihrem Schicksal zu tragen haben. Die durch Fremdplatzierungsmechanismen ausgeübte Gewalt über Kinderschicksale ist leider mit verschiedenen internationalen Konstellationen zu vergleichen, zum Beispiel mit den Arbeitssklaven in der Geschichte der USA oder in heutigen Entwicklungsländern. Diese Aussage soll nicht auf eine allgemeine Diskussion historisch-politischer Gegebenheiten und Perspektiven hinauslaufen; in der Zürcher Untersuchung geht es allein um das Ausmass individuellen Leids und die fortdauernde psychische Beeinträchtigung einzelner Menschen. Es ist jedoch darauf hinzuweisen, dass die Verursachung dieses Leids zeitlich gar nicht weit zurückliegt – die Letzten waren noch in den 1970er Jahren direkt davon betroffen.

Heute stehen die Opfer in vielen Fällen vor den zuständigen Instanzen des Schweizer Gemeinwesens, um aus gesundheitlichen oder moralischen Gründen eine Entschädigung zu beantragen. Noch haben wenige Betroffene einen Antrag auf Anerkennung gesundheitlicher Folgeschäden gestellt – beziehungsweise sie haben dies nicht unter dem Begründungschlagwort 'Folgeschäden der Verdingzeit' gemacht. Die Betroffenengruppen haben bisher vielmehr auf moralische Aspekte abgezielt, zum Beispiel die öffentliche Entschuldigung des Bundesrates, die lange angekündigt wurde – bis sie im April 2013 dann erfolgte. Solches Zögern bleibt den meisten Betroffenen unverständlich und lässt ihre manchmal auch störungsbezogene Bitterkeit beziehungsweise Ärger und Zorn weiter ansteigen. Es wäre aus psychologischer Sicht sehr wünschenswert, wenn politische Gremien der Schweiz weitere Schritte auf die Betroffenen zugehen würden – einschliesslich finanzieller und pensionsbezogener Kompensationen.

In anderen historischen Konstellationen wurde für Opferentschädigungen ein jeweils individueller Weg gewählt. Diese Individualisierung ist zwar aufwendig, sie wird aber dem Einzelnen mit seinen Erlebnissen und Belastungen besser gerecht, als eine Pauschallösung der einen oder anderen Art. Ein solches Vorgehen setzt eine individuelle Begutachtung voraus, die sachgerecht und einfühlsam sowie an internationalen Standards orientiert den Grad der fremdplatzierungsbedingten Beeinträchtigung feststellt. Die Frage ist, welche Gutachter dazu herangezogen werden könnten – ob auf bestehende medizinische Gutachterstrukturen zurückgegriffen oder eine Alternative entwickelt werden sollte? Medizinische Gutachterstrukturen haben, bei grundsätzlicher Anerkennung ihrer Professionalität, häufig die Tendenz, die zu Begutachtenden in Rechtfertigungssituationen zu bringen; dabei kann es passieren, dass die Betroffenen das Gefühl bekommen, selbst die Schuld an ihrem Schicksal zu tragen. Hinzu kommt die Problematik, dass Traumaopfer oder -überlebende nicht voraussetzungslos und von Anfang an offen über ihre schlimmsten Erfahrungen reden können, da Scham und belastungsbedingte Gedächtnisprobleme dies verhindern.¹⁵ In der Schweiz sind im Unterschied zu anderen Ländern Gutachten durch Psycholog/innen in Invalidisierungs (IV)- oder Entschädigungsfällen bisher weitgehend unüblich. Dabei ist die Berufsgruppe der Psycholog/innen aufgrund ihrer fachspezifischen akademischen Ausbildung heute besser in der Lage, angemessen auf die Problematik von in der Kindheit traumatisierten oder beeinträchtigen Personen einzugehen, als medizinische Rechtsgutachter. Die meisten mitteleuropäischen Länder haben die Praxis der Begutachtung durch Psycholog/innen bereits seit längerem eingeführt.¹⁶ Wir regen an, dies auch für die Schweiz zu diskutieren.

Die seit vier Jahren in Zürich laufenden Untersuchungen haben, wie wir hoffen, insbesondere für die betroffenen ehemaligen Verdingkinder und Fremdplatzierten etwas bewirken können: direkt im Kontext der Befragungen und Gespräche – und indirekt als Beitrag zur Anerkennung ihrer Schicksale. Die neue, im Rahmen der Weltgesundheitsorganisation befürwortete Diagnose der Komplexen Posttraumatischen Belastungsstörung wird auch aufgrund dieser Studien Betroffenen in der Schweiz und ähnlichen Konstellationen weltweit eines Tages einen Nutzen bringen können.

15 Holger Freytag, Gordon Krahl, et al., *Psychotraumatologische Begutachtung: Gesellschaftlicher Hintergrund – Klinisches Bild psychischer Störungen – Psychiatrische und psychologische Begutachtung*, Referenz-Verlag IVM 2011.

16 Freytag, Krahl 2011, *op. cit.*

Wie mit vergangenem Unrecht umgehen? Das Beispiel des «Hilfswerks für die Kinder der Landstrasse» der Stiftung *Pro Juventute*

Sara Galle

Seit einigen Jahren häufen sich in den Medien Berichte über Missstände in Heimen und Anstalten, die bis in die 1980er Jahre andauerten. Mit ihren Forderungen nach einer Entschuldigung der Verantwortlichen, Entschädigung der Betroffenen und Untersuchung der damaligen Zustände stossen ehemalige Zöglinge auf immer breitere Unterstützung. Welche Möglichkeiten, aber auch, welche Schwierigkeiten damit verbunden sind, zeigen die Bestrebungen zur ‘Wiedergutmachung’ des den ‘Kindern der Landstrasse’ und ihren Familien zugefügten Leids und Unrechts. Der Beitrag beleuchtet die Rolle der Medien, der Politik und der Wissenschaft im Umgang mit vergangenem Unrecht.

Die Stiftung *Pro Juventute* nahm zwischen 1926 und 1973 mit Hilfe der Behörden mehrere Hundert Kinder aus sogenannten Vagantenfamilien ihren Eltern weg und platzierte sie in Pflegefamilien, Heimen, Anstalten und Psychiatrischen Kliniken. Das Ziel der Aktion «Kinder der Landstrasse» war es, diese Kinder zu sesshaften und arbeitsamen oder – in damaligen Worten – ‘brauchbaren Menschen’ zu erziehen. Eine umfassende historische Aufarbeitung war erst nach 30 Jahren möglich. Die folgenden Ausführungen basieren auf den Resultaten dieser Forschungsarbeiten.¹

Von der Erfolgsgeschichte zum Skandal

Der Kampf gegen die fahrende Lebensweise wurde in der Propaganda der *Pro Juventute* und während langer Zeit auch in der Presse als grosser Erfolg dargestellt. Im April 1972 berichtete erstmals Hans Caprez im *Schweizerischen Beobachter* von fahrenden Müttern, die Klage erhoben hätten, dass man ihnen die Kinder «widerrechtlich» weggenommen habe.² Der *Beobachter* veröffentlichte die Anschuldigungen, weil sowohl die *Pro Juventute* als auch die Vormundschafts-

1 Die Autorin war Mitarbeiterin in einem Forschungsprojekt und an mehreren Publikationen beteiligt. Sie hat eine Dissertation verfasst mit dem Titel *Kindswegnahmen. Das «Hilfswerk für die Kinder der Landstrasse» der Stiftung Pro Juventute im Kontext der schweizerischen Jugendfürsorge* (Diss. phil. hist., Universität Zürich). Sofern keine anderen Angaben erfolgen, stützen sich die Ausführungen auf das Manuskript dieser Dissertation. Für Anregungen und Kritik zu diesem Beitrag danke ich Urs Hafner, Thomas Meier und Christian Schürer.

2 *Beobachter*, 7/1972, S. 26–30.

behörden klare Auskünfte und die Einsicht in ihre Akten verweigerten. Zahlreiche Zuschriften bestätigten in der Folge die vorgebrachten Klagen: «Ganze Familien von Fahrenden wurden auseinandergerissen», bilanzierte der *Beobachter* ein paar Monate später.³ Die *Pro Juventute* versuchte, die Kindswegnahmen aufgrund der Vormundschaftsakten zu rechtfertigen. Die Zeitschrift forderte daraufhin den Einsatz einer «neutralen Untersuchungskommission».⁴ Die Hartnäckigkeit des Redakteurs Hans Caprez und die Standhaftigkeit der Verlags führten schliesslich dazu, dass die Zeitschrift im Sommer 1973 vermelden konnte: «Kritisierte Abteilung aufgelöst!» Der *Beobachter* zählte bereits damals zu den meistgelesenen Zeitschriften der Schweiz. Mit seiner Kritik an der renommierten Jugendschutzstiftung, die bis 1996 von einem amtierenden oder ehemaligen Bundesrat präsidiert wurde, verlor er 6000 Abonnenten. Die *Pro Juventute* gestand zwar ein, dass neben «positiven Leistungen auch Fehler unterlaufen seien». Eine klare Distanzierung blieb aber aus. Die Stiftung schob die Verantwortung vielmehr ab und behauptete in ihrer Stellungnahme, das «Hilfswerk» sei auf «Wunsch von eidgenössischen und kantonalen Behörden ins Leben gerufen» worden. Sie bot nun aber Hand für Familienzusammenführungen. Die Vormundschaften über die «Kinder der Landstrasse» wurden aufgehoben und an Privatpersonen oder Behördenmitglieder übertragen.⁵

Betroffene Eltern gelangten seit den 1940er Jahren an die Medien. Doch die Redaktionen gaben sich mit den Antworten der *Pro Juventute* stets zufrieden. Dass das Vorgehen der Stiftung dem *Beobachter* erst zu Beginn der 1970er Jahre skandalös erschien, ist eine Folge der gesellschaftlichen Veränderungen dieser Zeit, insbesondere der damaligen Kritik an den Heimen, die verschiedene Reformvorhaben in Gang setzten.⁶ Dass die Fahrenden nun nicht nur bei den Medien, sondern auch in den Reihen der Politik Gehör fanden, hatte auch mit ihrem derweil erfolgten Zusammenschluss in Organisationen zu tun. Die Medien hatten bei der Aufarbeitung der Vergangenheit weiterhin eine wichtige Funktion. Sie waren Promotoren und Vermittler zugleich, boten aber auch Raum für Behauptungen und Selbstdarstellungen, die für den Prozess dieser Aufarbeitung eher hinderlich waren und ihn verzögerten.⁷

3 *Ibid.*, 16/1972, S. 5.

4 *Ibid.*, 19/1972, S. 3.

5 *Ibid.*, 11/1973, S. 5–6.

6 Sara Galle, Thomas Meier, *Von Menschen und Akten. Die Aktion «Kinder der Landstrasse» der Stiftung Pro Juventute*, Zürich 2009, S. 224.

7 Ein Grossteil der für diesen Beitrag verwendeten Medienberichte stammt aus der Zeitungsartikel-Dokumentation des Schweizerischen Sozialarchivs in Zürich, ZA 05.5 K (1945–2006).

Streit um die Akten und Forderung nach Entschuldigung

Das «Hilfswerk» stand nach seiner Auflösung auf der politischen Agenda in Bern, weil die *Pro Juventute* von 1930 bis 1967 vom Bund Subventionen dafür erhalten hatte. 1978 reichte Zory Müller, die Präsidentin der 1973 gegründeten Organisation *Pro Tzigania Svizzera*, im Parlament eine Petition ein, die 1981 zur Einsetzung einer Studienkommission durch das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement (EJPD) führte. Die Kommission, in der auch Jenische vertreten waren, legte 1983 einen ersten Bericht zur Situation der Fahrenden in der Schweiz vor. Sie empfahl unter anderem, die Aktenaufbewahrung und Akteneinsicht zu regeln sowie die «Folgen der Aktion ‘Kinder der Landstrasse’ und die Möglichkeiten zur Wiedergutmachung der dabei verursachten Schäden in einer vom Bund finanzierten interdisziplinären Studie» zu untersuchen.⁸ Dieses Vorhaben erwies sich aufgrund der föderalen Struktur der Schweiz aber als schwierig. Als die sozialdemokratische Nationalrätin Angeline Fankhauser im September 1984 in einer einfachen Anfrage vom Bundesrat Auskunft verlangte «über die Erarbeitung einer Studie über die Folgen der Aktion ‘Kinder der Landstrasse’ und die Möglichkeiten, diese zu mildern», verwies der Bundesrat darauf, dass die im Bericht formulierten Empfehlungen hauptsächlich kantonale und kommunale Zuständigkeiten beträfen. Er versprach jedoch, die Bearbeitung der Empfehlungen voranzutreiben, damit bald Klarheit über die Umsetzungsmöglichkeiten gewonnen werden könne.⁹ In der Folge entbrannte eine heftige Auseinandersetzung zwischen den Organisationen der Jenischen, der *Pro Juventute* und den für die Vormundschaftsakten zuständigen Behörden. Einzelne Gemeinden verweigerten nicht nur die Einsicht in die Akten, sondern drohten damit, die Rückforderung der «seinerzeit geleisteten Fürsorgebeiträge» zur Fremdplatzierung der Kinder zu prüfen.¹⁰ Als die *Pro Juventute* die Aushändigung der Akten an die Kantone erwog, welche diese als Eigentümer einforderten, setzten sich die Betroffenen zur Wehr.

Eine wichtige Stimme in dieser Angelegenheit war und ist diejenige der Journalistin und Schriftstellerin Mariella Mehr. Sie gehörte 1975 zu den Gründungsmitgliedern der *Radgenossenschaft der Landstrasse*, der ‘Dachorganisation des fahrenden Volkes’ in der Schweiz, und leitete während längerer Zeit das zugehörige Sekretariat. Zudem war sie Mitglied der vom EJPD eingesetzten Studienkommission. Zusammen mit Robert Huber, welcher der *Radgenossenschaft* seit 1985 als Präsident vorstand, und mit weiteren Jenischen forderte sie anlässlich

8 Amtliches Bulletin der Bundesversammlung (AB), Petition 79.252, 21. März 1979, Bd. I, S. 383–384; *Fahrendes Volk in der Schweiz: Lage, Probleme, Empfehlungen. Bericht der vom Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement eingesetzten Studienkommission*, Bern 1983, S. 44–48.

9 AB, Postulat 84.729, 19. September 1984, Bd. V, S. 1963.

10 *Beobachter*, 24/1984, S. 12.

einer Pressekonferenz der *Pro Juventute* Anfang Mai 1986 nicht nur die Herausgabe der Akten, sondern auch eine Entschuldigung – doch vergeblich. Mittlerweile legendär ist die Antwort des damaligen Stiftungsratspräsidenten, alt Bundesrat Rudolf Friedrich, der auf die Frage eines Journalisten, ob die *Pro Juventute* kein Unrechtsbewusstsein habe, antwortete: «Eine Stiftung ist eine Fiktion. Sie hat kein Bewusstsein.»¹¹

Späte Entschuldigung und gemeinsame Ziele

Als im Nationalrat am 3. Juni 1986 anlässlich der Debatte über den Geschäftsbericht des Bundesrates die von diesem beaufsichtigten Stiftungen auf der Traktandenliste standen, nutzte Angeline Fankhauser die Gelegenheit, den «alten Konflikt» in Erinnerung zu rufen. Sie bekam Unterstützung von Herbert Mäder, Nationalrat der Grünen. Mäder wollte vom Bundesrat wissen, warum dieser nicht zugunsten der Jenischen in die Auseinandersetzung eingegriffen habe, und er fragte, ob der Bundesrat im Wissen um die massgebliche Unterstützung der Aktion «Kinder der Landstrasse» durch Bundesmittel nicht wenigstens erwogen habe, sich bei den Betroffenen zu entschuldigen und ihnen moralische wie finanzielle Unterstützung für die ‘Wiedergutmachung’ anzubieten. Bundespräsident Alphons Egli informierte daraufhin das Parlament, dass die umstrittenen, von der *Pro Juventute* angelegten Vormundschaftsakten kurz zuvor aufgrund einer verwaltungsrechtlichen Beschwerde im Auftrag des Bundesrates versiegelt worden seien. Er drückte sein Bedauern für die «geleistete Bundeshilfe» aus und sprach die Worte, die schliesslich Schlagzeilen machten und von den Betroffenen dankbar aufgenommen wurden:¹² «Ich scheue mich nicht, mich vor der Öffentlichkeit zu entschuldigen, dass dies geschehen ist.»¹³ Tags darauf beauftragte Angeline Fankhauser den Bundesrat mittels eines von 52 Ratsmitgliedern unterzeichneten Postulats, die im 1983 verabschiedeten Bericht der Studienkommission des EJPD empfohlene Studie nun unverzüglich in Auftrag zu geben.¹⁴

Die *Pro Juventute* hatte bis zu diesem Zeitpunkt eine Entschuldigung verweigert, weil sie fürchtete, diese könne als «Grundlage für Schadenersatzansprüche» dienen.¹⁵ Nun forderte auch die Stiftung vom Bundesrat eine «neutrale Untersuchung». Durch die Vorstösse im Nationalrat habe die Kontroverse um das «Hilfswerk» eine neue Dimension erhalten.¹⁶ Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, zu denen

11 Zum Beispiel: *Tages-Anzeiger*, 6. Mai 1986; *Bündner-Zeitung*, 6. Mai 1986.

12 AB, Geschäftsbericht des Bundesrates 86.021, 3. Juni 1986, Bd. II, S. 556, 559.

13 *Tages-Anzeiger*, 4. Juni 1986.

14 AB, Postulat 86.477, 4. Juni 1986, Bd. III, S. 1480–1481.

15 *Berner Zeitung*, 4. Juni 1986.

16 *Tages-Anzeiger*, 4. Juni 1986.

auch Angeline Fankhauser gehörte, hatten sich schon früher vom Vorgehen des Stiftungsrates und der Stiftungskommission distanziert. Wirtschaftsanwalt Werner Stauffacher, der von 1979 bis 1983 das Zentralsekretariat der Stiftung leitete, hatte sich 1982 anlässlich der ‘Feckerchilbi’ in Gersau bei den Jenischen entschuldigt. Er hatte als einer von wenigen Zugang zu den Akten und zeigte sich nach deren Lektüre erschüttert.¹⁷ 1986 veröffentlichten die Medien «brisante Dokumente», die Stauffacher zusammengestellt hatte.¹⁸ Er bezeichnete die Kindswegnahmen gegenüber dem *Tages-Anzeiger* als «illegal»; die meisten Massnahmen seien «unnötig und damit rechtswidrig» gewesen. Sein Vorgänger Alfred Ledermann, der von 1949 bis 1979 für die Stiftung tätig war und seit 1958 als Zentralsekretär amtete, beharrte dagegen auf dem Standpunkt, die *Pro Juventute* hätte von den Behörden den Auftrag erhalten, die Kinder zu betreuen.¹⁹

Im November 1986 nahm die *Pro Juventute* endlich Gespräche mit den Organisationen der Jenischen auf. Im Mai 1987 bat der ehemalige Tessiner Staatsanwalt Paolo Bernasconi, ein Mitglied des Stiftungsrates, die Betroffenen um Entschuldigung. Alt Bundesrat Friedrich blieb der Pressekonferenz jedoch fern, an der die *Pro Juventute* eine mit den Jenischen erzielte Vereinbarung präsentierte. Diese bestrafte die Verwendung der von der Stiftung für eine ‘Wiedergutmachung’ reservierten Gelder und die zentrale Aufbewahrung der versiegelten Vormundschaftakten im Bundesarchiv in Bern. Beide Seiten befürworteten zudem eine wissenschaftliche Aufarbeitung.²⁰ Im Juli 1987 unterbreitete das Eidgenössische Departement des Innern den Medien den von einer Arbeitsgruppe des Bundes und der Kantone ausgearbeiteten Vorschlag über die Regelung des Zugangs der Betroffenen zu ihren Akten. Eine historische Studie sollte nach der Unterzeichnung der Vereinbarung durch die Kantone in Auftrag gegeben werden. Unbestritten war laut den Presseberichten, dass das Unrecht in der Diskriminierung einer Bevölkerungsminorität bestanden habe. Hervorgehoben wurde zudem, dass neben der *Pro Juventute* auch der Bund und die Kantone dafür verantwortlich seien.²¹ Die Arbeitsgruppe stützte sich für ihre Darlegung auf einen in ihrem Auftrag durch den Historiker Thomas Huonker erstellten Bericht, der von diesem selbst als «lückenhafte Vorarbeit für eine Gesamtstudie» bezeichnet wurde.²² Dieser Bericht bildete schliesslich die Grundlage für die von der *Radgenossenschaft der Landstrasse*

17 *Beobachter*, 24/1984, S. 11.

18 *Berner Zeitung*, 4. Juni 1986.

19 *Tages-Anzeiger*, 3. Juni 1986.

20 *Berner Zeitung*, 8. Mai 1987.

21 *Solothurner Anzeiger*, 14. Juli 1987; *Neue Zürcher Zeitung*, 14. Juli 1987.

22 Thomas Huonker, *Vorgeschichte, Umfeld, Durchführung und Folgen des «Hilfswerks für die Kinder der Landstrasse»*, 27. April 1987, ohne Seitenzahlen, www.thata.ch/hkdlbericht87.htm (Stand: Februar 2013).

herausgegebenen und von Thomas Huonker dokumentierten Lebensläufe Jenischer, die um einen «historischen Abriss zur Verfolgungsgeschichte der Fahrenden in der Schweiz» ergänzt wurden. Huonker verglich darin das Vorgehen der *Pro Juventute* mit der nationalsozialistischen Verfolgung der ‘Zigeuner’.²³ Er entlarvte einzelne Funktionsträger der Stiftung als Sympathisanten der Nationalsozialisten und bezichtigte den Gründer und langjährigen Leiter der Aktion «Kinder der Landstrasse», Alfred Siegfried, gar der «Kollaboration mit Hitlerdeutschland».²⁴ Die Presse griff diese Anschuldigungen auf und vermutete, die historische Aufarbeitung werde aus Angst vor den Resultaten torpediert.²⁵

‘Wiedergutmachung’ ohne historische Aufarbeitung

Die ‘Wiedergutmachung’ begann schliesslich, bevor die Ergebnisse einer wissenschaftlichen Auswertung der Akten vorlagen. Mit der ‘Wiedergutmachung’ befasste sich insbesondere die im Oktober 1986 gegründete Stiftung *Naschet Jenische*. 1988 erhielt diese vom Bund den Auftrag, eine unabhängige Akten- und Fondskommission einzusetzen, welche die Akteneinsicht für die Betroffenen regeln und die Zahlungen an die Betroffenen vornehmen sollte. Das Parlament hatte die vom Bundesrat beantragten 3,5 Millionen Franken als Sofortmassnahme für Härtefälle bewilligt. Gemäss Angaben der *Pro Juventute*, die eine Viertelmillion Franken zum ‘Wiedergutmachungsfonds’ beisteuerte, ging man von rund 600 betroffenen Kindern aus.²⁶ *Naschet Jenische* rechnete dagegen einschliesslich der Eltern mit zirka 3000 Betroffenen, wovon noch rund 1000 Personen am Leben seien.²⁷ Die pro Person zur Verfügung stehenden Gelder waren demnach sehr bescheiden. Die ‘Wiedergutmachung’ erwies sich aber auch aus anderen Gründen als schwierig. Die Stiftung blockierte nach Streitigkeiten, Verdächtigungen und gegenseitigen Anschuldigungen die Arbeit der Fondskommission. Es kam zu einem «Finanzdebakel», für das der als Sekretär eingesetzte Rechtsanwalt, Stephan Frischknecht, verantwortlich gemacht wurde. Kritisiert wurden die Ausgabenpolitik des Sekretärs, die überhöhten Spesenrechnungen und die falsche Verteilung der Gelder.²⁸ Einzelne Stiftungsratsmitglieder verlangten zudem «weniger Dilettantismus» bei der Begleitung der Akteneinsicht.²⁹ Es kam zu zahlreichen Rücktritten innerhalb des Stiftungsrates, und im Sommer 1990 trat auch alt Bundesrat Alfons

23 Thomas Huonker, *Fahrendes Volk – verfolgt und verfemt. Jenische Lebensläufe*, herausgegeben von der Radgenossenschaft der Landstrasse, Zürich 1987, S. 70.

24 *Ibid.*, S. 102–104.

25 Zum Beispiel: *Beobachter* 17/1987, S. 18–22; *Die Wochenzeitung*, 12. Juni 1987.

26 *Tages-Anzeiger*, 20. September 1988.

27 *Neue Zürcher Zeitung*, 27. Oktober 1989.

28 *Beobachter*, 10/1991, S. 21.

29 *Ibid.*, 10/1991, S. 20.

Egli als Präsident der Fondskommission zurück.³⁰ Im März 1991 forderte die Mehrheit der Stiftungsrättinnen und -räte schliesslich den Rücktritt Frischknechts, dem neben Misswirtschaft auch persönliche Bereicherung vorgeworfen wurde. Nach seiner Absetzung kam es zu einer Neuorganisation der Stiftung durch die verbliebenen Stiftungsratsmitglieder.³¹ Die Fondskommission wurde neu besetzt und erhielt vom Bund nochmals 7,5 Millionen Franken.³² Ende 1992 schlossen die Akten- und die Fondskommission ihre Arbeit ab. Die Akteneinsicht wird seither direkt vom Bundesarchiv geregelt.³³ Der *Beobachter* kritisierte in der Folge, dass es bei der Verteilung der Gelder zu unverständlichen Entscheiden gekommen sei. Insbesondere bemängelte er, dass Betroffene, die sich nach der Auflösung der Fondskommission melden würden, kein Geld mehr bekämen.³⁴

Die Auszahlung der insgesamt 11 Millionen Franken erfolgte in einem abgestuften Verfahren. Massgebend war der «Grad der Betroffenheit». Die Betroffenen erhielten einen einmaligen Betrag in Höhe von 2000 bis 20000 Franken,³⁵ der angesichts des erlittenen Leids als symbolisch zu bezeichnen ist; das Geld symbolisierte die Anerkennung des Unrechts. Die Schwierigkeit bei der Geldverteilung bestand darin, dass Kinder jenischer Eltern nicht nur von der *Pro Juventute*, sondern auch von Behörden und anderen, in der Fürsorge tätigen privaten Institutionen wie etwa dem *Seraphischen Liebeswerk*, fremdplatziert worden waren. Die Fondskommission zeigte sich diesbezüglich grosszügig bei der Gutsprache, was aber zur Folge hatte, dass das Geld rasch aufgebraucht war. Die Kommission behandelte insgesamt 2000 Gesuche. Nur 321 Personen erhielten als «Schwerstbetroffene» den Höchstbetrag. Auf Antrag der Aktenkommission gewährten die zuständigen Vormundschaftsbehörden rund 240 Personen Einsicht.³⁶

Die Enttäuschung der Jenischen über den Umfang der geleisteten Zahlungen war nicht zuletzt deshalb gross, weil hohe Erwartungen geweckt worden waren.³⁷ Enttäuschungen bereiteten vielfach auch die Familienzusammenführungen, standen sich dabei doch zumeist völlig fremde Menschen gegenüber.³⁸ Die Lektüre der Akten erwies sich für die Betroffenen überdies nicht nur als zeitaufwendig und schwierig, sondern auch als frustrierend, weil auch damit Erwartungen verbunden waren, die nicht eingelöst werden konnten: Die Akten sollten den Beweis für das erlittene Unrecht erbringen, Vergangenes erklären, Verantwortlichkeiten benennen

30 *Ibid.*, 23/1990, S. 45; 10/1991, S. 21.

31 *Ibid.*, 10/1991, S. 21, 23–24.

32 *Tages-Anzeiger*, 9. April 1992.

33 Galle, Meier 2009, *op. cit.*, S. 152.

34 *Beobachter*, 10/1995, S. 20.

35 *Neue Zürcher Zeitung*, 30. März 1993.

36 Galle, Meier 2009, *op. cit.*, S. 151.

37 *Beobachter*, 23/1990, S. 43–45; 10/1991, S. 17–24.

38 *Ibid.*, 10/1993, S. 25–28.

und zu neuen Erkenntnissen führen. Stattdessen sassen aber viele Betroffene oft ratlos vor den entsprechenden Dokumenten, weil die amtlichen Abläufe unklar blieben und die Zusammenhänge fehlten. Zudem finden sich in den Akten abwertende Beurteilungen der betreffenden Personen, was bei diesen neben Empörung und Beschämung bis heute die Befürchtung aufkommen lässt, die Akten könnten erneut zu ihrem Nachteil verwendet werden.³⁹ Dies erklärt, warum es auch Jenische gab, welche die Vernichtung der Akten forderten.⁴⁰ Die Erschliessung des Aktenkontextes durch eine historische Untersuchung wäre wichtig gewesen.

Erste Schritte zur historischen Aufarbeitung

Alle Involvierten waren sich nach wie vor einig, dass eine historische Aufarbeitung notwendig sei. Doch das Vorhaben verzögerte sich erneut, weil man sich nicht auf die Modalitäten einigen konnte. Während dem Bundesrat eine wissenschaftliche Untersuchung durch Experten vorschwebte, verlangten die Betroffenen eine Vertretung in der Studienkommission, mit dem Argument, sie seien in Akten und Gutachten schon genug verunglimpft worden.⁴¹ Zu Recht für Empörung sorgte die im Auftrag der *Pro Juventute* zum 75-jährigen Stiftungsjubiläum erstellte Darstellung von Sigmund Widmer. Der Historiker, Nationalrat und ehemalige Stadtpräsident von Zürich rechtfertigte das «Hilfswerk für die Kinder der Landstrasse» mit dem damaligen Zeitgeist und hob den «überaus rasche[n] Wandel der Anschauungen» hervor, der «unter dem Einfluss der Massenmedien» stattgefunden habe.⁴² Bundespräsident Flavio Cotti versicherte 1990 in einem Interview mit dem *Beobachter*, dass der Bundesrat eine umfassende Abklärung der Geschehnisse in historischer, rechtlicher und soziologischer Hinsicht ermöglichen wolle, wie sie vom Parlament verlangt worden sei.⁴³ Doch für die Studie, die der Bundesrat 1996 schliesslich in Auftrag gab, standen lediglich 62000 Franken zur Verfügung. Eine Beteiligung der Betroffenen war nicht vorgesehen. Von ihrem Leid zeigte sich zwar auch der Bundesrat betroffen. Es sollte aber nicht im Zentrum der Untersuchung stehen. Der *Beobachter* bezichtigte den Bundesrat des Wortbruchs und kritisierte die Vergabe von Forschungsgeldern.⁴⁴

Den Auftrag für die historische Studie erhielt der inzwischen verstorbene Professor für Geschichte an der Universität Zürich, Roger Sablonier (1941–2010),

39 Vgl. dazu die Interviews auf der DVD zu: Galle, Meier 2009, *op. cit.*

40 *Beobachter*, 24/1984, S. 10.

41 *Ibid.*, 6/1990, S. 11.

42 Sigmund Widmer, Das Hilfswerk «Kinder der Landstrasse», in: *75 Jahre im 'Jahrhundert des Kindes'*, *Pro Juventute*, 4/1987, S. 15–18.

43 *Beobachter*, 6/1990, S. 14.

44 *Ibid.*, 7/1997, S. 24–25.

selbst ein Jenischer, dessen Familie aber von der Aktion «Kinder der Landstrasse» nicht betroffen gewesen war. Zusammen mit Walter Leimgruber, heute Professor für Kulturwissenschaft und Europäische Ethnologie an der Universität Basel, und seinem wissenschaftlichen Mitarbeiter, Thomas Meier, erhielt Sablonier erstmals Zugang zu den Akten der *Pro Juventute* im Bundesarchiv. Die 1998 veröffentlichte Studie befasste sich ihrem Auftrag gemäss hauptsächlich mit der *Pro Juventute* und mit der Rolle des Bundes bei der Durchführung der Aktion. Die Autoren weisen aber auch auf die Verflechtungen des «Hilfswerks» mit kantonalen und kommunalen Behörden und privaten Institutionen hin. Sie halten fest, dass nicht das Wohl der einzelnen Kinder im Zentrum der Bestrebungen stand. Es habe sich vielmehr um ein sozial- und ordnungspolitisches Anliegen gehandelt. Die Kultur der Fahrenden sei weitgehend zerstört worden.⁴⁵

Lukas Gschwend, heute Professor für Rechtsgeschichte, Rechtssoziologie und Strafrecht an der Universität St. Gallen, kam aufgrund der Resultate der Studie zum Schluss, dass das Vorgehen der *Pro Juventute* «deutliche Züge eines tatbestandsmässigen kulturellen Genozids» trage. Ohne detaillierte Untersuchung der Einzelfälle sei es aber nicht möglich, aus strafrechtlicher Sicht zu einem abschliessenden Urteil zu gelangen.⁴⁶ Für die Organisationen der Jenischen war eine breitere Untersuchung unter Einbezug der Betroffenen weiterhin unabdingbar. Robert Huber, Präsident der *Radgenossenschaft*, ersuchte den Bund, die Mittel hierfür nicht länger zu verweigern.⁴⁷ Auch die Autoren der Studie betonten, dass ihre Untersuchung nur den ersten Schritt zur historischen Aufarbeitung darstelle. Sie formulierten unter Bezug eines Fallbeispiels einen Katalog von Forschungsdesideraten und engagierten sich für die Ausweitung der Untersuchungen. Die Betroffenen sollten befragt und weitere Archive gesichtet werden.⁴⁸ An den Hochschulen entstanden, namentlich bei den genannten Wissenschaftlern, einige Diplom- und Lizentiatsarbeiten zum Thema. Die meisten blieben aber unveröffentlicht.⁴⁹

45 Walter Leimgruber, Thomas Meier, Roger Sablonier, *Das «Hilfswerk für die Kinder der Landstrasse». Historische Studie aufgrund der Akten der Stiftung Pro Juventute im Schweizerischen Bundesarchiv*, erstellt durch die Beratungsstelle für Landesgeschichte im Auftrag des Eidgenössischen Departements des Innern, herausgegeben vom Schweizerischen Bundesarchiv (Dossier 9), Bern 1998, S. 77.

46 Lukas Gschwend, Das «Hilfswerk für die Kinder der Landstrasse» der Pro Juventute – Ein Fall von Völkermord in der Schweiz?, in: Andreas Donatsch, Marc Forster, Christian Schwarzenegger (Hg.), *Strafrecht, Strafprozessrecht und Menschenrechte. Festschrift für Stefan Trechsel zum 65. Geburtstag*, Zürich 2002, S. 373–392.

47 *Beobachter*, 13/1998, S. 31.

48 Leimgruber, Meier, Sablonier 1998, *op. cit.*, S. 178–182.

49 Zum Forschungsstand vgl. Galle, Meier 2009, *op. cit.*, S. 100.

Umfassendere Untersuchungen nach 30 Jahren

Die Weiterführung der Forschung gelang schliesslich mit der Lancierung des Nationalen Forschungsprogramms ‘Integration und Ausschluss’ (NFP 51).⁵⁰ Von 2003 bis 2007 konnten mit finanzieller Unterstützung des *Schweizerischen Nationalfonds* und dank einer ausserordentlichen Akteneinsichtsgenehmigung drei Projekte unter der Leitung von Thomas Huonker, Georg Jäger, dem damaligen Leiter des Instituts für Kulturforschung Graubünden, und Thomas Meier durchgeführt werden, welche sich mit der Geschichte der Jenischen in der Schweiz beschäftigten. 30 Jahre lang mussten die Betroffenen auf eine umfassendere historische Aufarbeitung warten.⁵¹

Alle drei Projekte haben die Forderung der Jenischen aufgenommen, sie in die Forschungsvorhaben einzubeziehen. Durch die Arbeit von Venanz Nobel als Forschendem waren sie selbst an den Untersuchungen beteiligt. Sie begleiteten die Projekte zudem in unterschiedlichen Gremien. Es wurden Interviews mit Betroffenen und Beteiligten durchgeführt. Die Schicksale der ‘Kinder der Landstrasse’ und ihrer Familien sind ein zentrales Thema der Publikationen.⁵²

Die Skepsis der Betroffenen gegenüber der Wissenschaft war und ist berechtigterweise gross. Sie wollen nicht mehr nur Objekte der Forschung sein und die Deutungshoheit über ihre Geschichte der Wissenschaft überlassen.⁵³ Bereits Thomas Huonker hat darauf hingewiesen, dass Alfred Siegfried sein Vorhaben mit den «Psychiatrischen Familiengeschichten» von Johann Joseph Jörger rechtfertigte, dem Gründer und langjährigen Direktor der Psychiatrischen Klinik Waldhaus in Chur, der die Jenischen als minderwertige Menschen taxierte. Auch der *Beobachter* verwies darauf, dass Jörgers Studien von führenden Rassenhygienikern des Dritten Reichs aufgegriffen worden waren. Nicht den Tatsachen entspricht hingegen die Behauptung, dass Siegfried mit den Nationalsozialisten kollaboriert habe. Siegfrieds Kontakte mit Deutschland erfolgten im Rahmen seines Engagements für die Kinderhilfe des Schweizerischen Roten Kreuzes, die während des Zweiten Weltkriegs für Tausende von Kindern aus den umliegenden Ländern Erholungs-

50 Zu den Resultaten und Forderungen der 1998 erschienenen historischen Studie sowie zur Lancierung des NFP 51 vgl. Thomas Meier, Das «Hilfswerk für die Kinder der Landstrasse». Einige Bemerkungen zum Stand der (wissenschaftlichen) Aufarbeitung, in: Helena Kanyar Becker (Hg.), *Jenische, Sinti und Roma in der Schweiz* (Basler Beiträge zur Geschichtswissenschaft, Bd. 176), Basel 2003, S. 19–37.

51 *Jenische, Sinti und Roma in der Schweiz. Resultate aus den Forschungsprojekten des NFP 51 ‘Integration und Ausschluss’*, Bulletin 6, Bern 2007.

52 Vgl. auch: Guadench Dazzi, Sara Galle, Andréa Kaufmann, Thomas Meier, *Puur und Kessler. Sesshafte und Fahrende in Graubünden*, herausgegeben vom Institut für Kulturforschung Graubünden, Chur 2008.

53 *Beobachter*, 6/1990, S. 11–16.

aufenthalte in der Schweiz organisierte.⁵⁴ Dass die insbesondere von Psychiatern vertretenen eugenischen Theorien auch für die Jenischen in der Schweiz folgenreich waren, kann jedoch inzwischen belegt werden. Wiederholt verwahrte Siegfried seine Mündel in Anstalten, um Familiengründungen zu verhindern. Einzelne von ihnen wurden als Erwachsene sterilisiert.⁵⁵ Die Akten sind nicht nur Zeugen dieser Praktiken, sondern sie trugen selbst zur Bestätigung von Vorurteilen bei und führten zu vielfältigen Diskriminierungen der Betroffenen. Aus Beobachtungen und Vermutungen entstanden durch Ab- und Fortschreiben innerhalb kurzer Zeit vermeintliche Tatsachen, aufgrund derer Vormunde und Behörden ihre Entscheide trafen. Schliesslich wurden die Akten auch für wissenschaftliche Studien verwendet, welche die Annahmen, auf denen die Akten beruhten, bestätigten und das Vorgehen der *Pro Juventute* legitimierten.⁵⁶

Akten bestimmen weitgehend das Bild, das wir uns von der Vergangenheit und über die betreffenden Personen machen. Es erweist sich deshalb als problematisch, dass die Vormundschaftsakten auch der 1988 eingesetzten Fondskommission als Grundlage für ihre Entscheide dienten. Für die historische Aufarbeitung ist es unerlässlich, den Betroffenen Gehör zu schenken. Ihre Erzählungen sind mehr als eine Ergänzung der Akten. Sie eröffnen eine andere Sichtweise und führen zu neuen Erkenntnissen. Darüber hinaus zeigen sie auf, was es für die betroffenen Personen bedeutet, mit dem erlittenen Unrecht und Leid umzugehen. Für sie ist die Vergangenheit nicht einfach Geschichte, sie ist Teil ihres Lebens.

Fazit

Der Entscheid des Parlaments für eine ‘Wiedergutmachung’ stellte einen ersten derartigen Fall in der Schweiz dar. Wie der Jurist Stefan Schürer aufgezeigt hat, war er wegweisend für den staatlichen Umgang mit vergangenem Unrecht. Das Parlament als verantwortliche Behörde setzte sich hier über den von Juristen vorgebrachten Einwand der ursprünglichen Rechtmässigkeit hinweg und verurteilte eine in der Gegenwart als ungerecht empfundene Praxis. Auf dem Rechtsweg hätten viele Betroffene wohl kaum eine ‘Wiedergutmachung’ erhalten, weil ihre Forderungen verjährt waren. Zudem hätten die Gerichte die Praxis als rechtswidrig erklären müssen.⁵⁷ Nicht nur die rechtlichen Normen, sondern auch die damalige

54 Zu Alfred Siegfried vgl. Galle, Meier 2009, *op. cit.*, S. 24, sowie den Beitrag im *Historischen Lexikon der Schweiz*: www.hls-dhs-dss.ch/textes/d/D48354.php (Version vom 25. November 2011)

55 Sara Galle, Bündner ‘Vagantenfamilien’ im Fokus der *Pro Juventute*. Die Zusammenarbeit der privaten Stiftung mit den Behörden und der psychiatrischen Klinik Waldhaus, in: Dazzi et al. 2008, *op. cit.*, S. 170–218.

56 Galle, Meier 2009, *op. cit.*, S. 105ff.

57 Stefan Schürer, *Die Verfassung im Zeichen historischer Gerechtigkeit. Schweizer Vergangenheitsbewältigung zwischen Wiedergutmachung und Politik mit der Geschichte*, Zürich 2009, S. 92–113.

Rechtspraxis weisen jedoch aus heutiger Sicht erhebliche Mängel auf. Dass der Staat für eine historische Aufarbeitung Hand bieten muss, wenn er seine Verantwortung wahrnehmen will, ist somit evident. Eine historische Aufarbeitung ist zwar keine zwingende Voraussetzung für eine materielle Entschädigung, aber unabdingbar für einen verantwortungsvollen Umgang mit dem begangenen Unrecht.

‘Wiedergutmachen’ lässt sich das Geschehene nicht. Verantwortung übernehmen heisst, aus den neuen Erkenntnissen Konsequenzen zu ziehen. Die Resultate der Forschung sind zwangsläufig immer vorläufige. Deshalb ist der Wunsch der Betroffenen nach einer rechtlichen Sanktionierung verständlich.⁵⁸ Zentral ist die Rehabilitierung der Betroffenen. Als Teil der ‘Wiedergutmachung’ steht es ihnen zwar zu, ihre Akten zu berichtigen. Doch zu Recht stellt Uschi Waser, Präsidentin der Stiftung *Naschet Jenische*, die Frage: Wer sollte einer Person Glaubenschenken, die in einem psychiatrischen Gutachten als «krankhafte Lügnerin» bezeichnet wird? Will man verhindern, dass sich die Geschichte wiederholt, gilt es also nicht nur, Entstehung und Folgen von Ungleichbehandlungen zu untersuchen, sondern Staat wie Gesellschaft für solche Vorgänge zu sensibilisieren. Die erwähnten Forschungsprojekte haben deshalb grossen Wert auf die Vermittlung ihrer Resultate gelegt. Daraus hervorgegangen sind zwei Ausstellungen in Chur (2008) und Zürich (2012) sowie ein Lehrmittel.⁵⁹

Die Rechte des Individuums werden heute höher gewichtet als damals, und die 1974 von der Schweiz ratifizierte Europäische Menschenrechtskonvention schützt vor Eingriffen in die Familie, wie sie die *Pro Juventute* mithilfe der Behörden vorgenommen hat. Die gesetzlichen Grundlagen wurden seit den 1970er Jahren mehrfach revidiert; zuletzt verabschiedete das Parlament 2008 das neue Vormundschaftsrecht, das am 1. Januar 2013 in Kraft getreten ist. In Zukunft sollen nur noch professionelle Fachbehörden über die Wegnahme von Kindern und den Entzug des elterlichen Sorgerechts entscheiden können. Davon erhofft man sich einen besseren Schutz des Kindwohls. Wie historische Untersuchungen zeigen, gilt es aber, wachsam zu bleiben. So führte die zu Beginn des 20. Jahrhunderts einsetzende Professionalisierung von Behörden einerseits zu einem Anstieg der staatlichen Eingriffe in Familien, andererseits gab es für bestimmte Praktiken wie etwa eugenische Massnahmen kaum Unterschiede zwischen Städten wie Bern mit hoher und St. Gallen mit niedriger Professionalisierung und Institutionalisierung.⁶⁰ Auch

58 *Neue Zürcher Zeitung*, 27. Oktober 1989.

59 Sara Galle, Thomas Meier, *Die «Kinder der Landstrasse» in Akten, Interviews und Reportagen. Ein Arbeitsheft für den Unterricht an Mittelschulen und Fachhochschulen*, Zürich 2010.

60 Gisela Hauss, Béatrice Ziegler, Karin Cagnazzo, Mischa Gallati, *Eingriffe ins Leben. Fürsorge und Eugenik in zwei Schweizer Städten (1920–1950)*, Zürich 2012, S. 183–186.

sollte zu denken geben, dass die Aktion «Kinder der Landstrasse» von Fachleuten fast ausnahmslos Zustimmung und Unterstützung erhielt.

Dass zur ‘Wiedergutmachung’ nicht nur der Blick in die Vergangenheit gehört, haben verschiedene Personen bereits in den 1970er Jahren geltend gemacht. Seit 1985 wird die *Radgenossenschaft* vom Bund finanziell unterstützt. Der Bund hat zudem 1995 die Stiftung *Zukunft für Schweizer Fahrende* gegründet, die 1997 ihre Tätigkeit aufgenommen hat. Ihre Aufgabe ist es, die Lebensbedingungen der fahrenden Bevölkerung in der Schweiz zu sichern und zu verbessern. Die Jenischen haben darauf gehofft, dass mit der ‘Vergangenheitsbewältigung’ Vorurteile und Misstrauen der sesshaften Bevölkerung gegenüber den Fahrenden abgebaut werden können.⁶¹ Wie aktuell dieses Anliegen noch heute ist, zeigt sich in den gegenwärtigen Auseinandersetzungen um die Errichtung von Stand- und Durchgangsplätzen.⁶²

Die Schweizer Fahrenden sind seit 1998 als nationale Minderheit anerkannt. Damit wurde einer Forderung entsprochen, wie sie bereits 1979 in der von *Pro Tzigania Svizzera* eingereichten Petition formuliert worden war. Nicht nur das ihnen in der Vergangenheit zugefügte Leid und Unrecht sollte Motivation sein, ihre heutigen Lebensbedingungen zu verbessern. Ebenso wichtig ist es, anzuerkennen, wie dies der Präsident der Stiftung *Zukunft für Schweizer Fahrende* und ehemalige Zürcher Regierungsrat Markus Notter betont hat, dass sie über ein kulturelles, sprachliches und gesellschaftliches Erbe verfügen, das zur Schweiz gehört.⁶³

Thomas Flucker

*About the State of Research on the Reformed Placing of Children
in Foster Families in Switzerland*

Criticism of homes only became part of research after 1980. Before that time, homes were an integral part of the institutional network. Criticism was considered unscientific and the law. Though research on the cultural personnel of the Yeniche had for decades suffered from a lack of financial compensation payments, compensation to persons persecuted by administrative orders has so far been awarded in a few individual cases only. With the exception of the reparation of the persecution of the Yeniche, no one has had to take the lead. In an international comparison, the country has been among the very few in research on social peda-

61 *Tages-Anzeiger*, 8. Mai 1987.

62 Vgl. dazu die Medienberichte auf: www.stiftung-fahrende.ch/geschichte-gegenwart.

63 Medienkonferenz vom 13. September 2012 in Zürich: www.stiftung-fahrende.ch (Stand: Februar 2013).

